

Approuvés PROGRAMME DE TRAVAIL et BUDGET POUR 2011

6-9 septembre 2010

Madang

Papua New Guinea



Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Approuvés
PROGRAMME DE TRAVAIL et
BUDGET POUR 2011

Résumé du programme de travail et du budget approuvés pour 2011

Introduction

Le budget programme a été préparé conformément aux dispositions du Règlement financier du PROE et est exprimé en dollars É.-U. Le Secrétariat propose un budget équilibré, avec des recettes et dépenses estimées à 11 550 052 dollars É.-U.

C'est la deuxième année que le sommaire budgétaire du PROE utilise un format révisé, calqué sur celui du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, qui établit un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget du programme de travail. Le budget révisé pour l'exercice 2010 tient compte des recettes et des dépenses effectives des six premiers mois de l'année (soit jusqu'au 30 juin 2010) et estime les recettes et les dépenses jusqu'en décembre 2010.

Le budget programme pour 2011 est aligné sur les Programmes stratégiques 2004-2013 et le Plan d'action actuel (2005-2009) qui doit être remplacé par un nouveau Plan stratégique pour 2011-2015. Il est en outre prévu que le financement du Secrétariat deviendra pluriannuel à compter de 2012. Le budget programme pour 2011 marque à cet égard une période de transition.

Format du budget programme

Le budget est structuré autour des deux programmes opérationnels du Secrétariat (Avenirs océaniques et Écosystèmes insulaires) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses ; et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le Tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées par programme. Il est prévu que les dépenses des trois divisions (Écosystèmes insulaires, Avenirs océaniques et Direction générale et services administratifs) augmenteront en 2011 par rapport à 2010 de 5,03 %, 27,8 %, et 14,3 % respectivement. Ces différences sont analysées dans l'introduction de chaque programme.

Le Tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2011 s'élèvent à 2,61 millions de dollars, soit 13,5 % de plus

qu'en 2010. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : Direction générale et services administratifs (1,88 M\$), appui aux programmes (653 205 \$), programme Écosystèmes insulaires (50 913 \$) et programme Avenirs océaniques (30 190 \$).

Le Tableau 3 présente les dépenses du budget de base par type. Les frais de personnel devraient augmenter de 15,5 % par rapport à 2010. Cette augmentation témoigne de l'effort déployé pour pourvoir les postes vacants et tient compte des coûts de recrutement, des versements à la cessation de service, du rajustement des traitements prévu pour 2010 et de la nouvelle échelle de rémunération approuvée par les dirigeants du CORP dans le cadre du processus d'harmonisation. Elle couvre également la restructuration des services des TIC et des publications, entreprise pour mieux répondre aux priorités des programmes et améliorer les services fournis aux Membres.

Le Tableau 4 résume le budget du programme de travail dont les dépenses s'élèvent à 8,93 millions de dollars soit 1,43 million de plus qu'en 2010. Ce montant comprend les produits reportés de l'exercice 2010 ainsi que de nouveaux financements.

Le Tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail par type de dépense. Les frais de personnel devraient augmenter de 25,4 % par rapport à 2009.

La présentation du budget programme par résultats, instaurée en 2003, commence par une introduction résumant les activités, priorités et objectifs de chaque programme. Elle aborde ensuite les objectifs stratégiques, les résultats escomptés, présentés sous forme de sous-résultats et d'indicateurs de performance, et les activités prévues pour 2011. Elle établit également un lien avec les crédits prévus au budget et les sources de financement identifiées.

Les prévisions budgétaires pour chaque résultat sont ventilées en trois catégories : frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Lorsqu'un financement est « À identifier », son inclusion repose sur l'existence d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité d'obtenir ce financement en 2011 soit au moins égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour 2011, 3,8 % des montants attendus des donateurs restent à identifier.

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des personnels disponibles et des ressources humaines

Résumé du programme de travail et du budget approuvés pour 2011

nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles.

Dépenses

Les dépenses proposées pour 2011 s'élèvent à 11 550 052 dollars, soit 1 133 394 dollars ou 10,8 % de plus que le budget approuvé pour 2010 (10 416 658 dollars).

Cette augmentation est essentiellement liée à plusieurs grands projets : les deux projets sur le changement climatique financés par le FEM, le Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP) et le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC), l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI) financée par AusAID, et le projet sur la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) financé par la CE et le PNUE.

L'augmentation des dépenses entraînera la hausse des financements accordés aux Membres, soit par le biais de subventions directes, soit dans le cadre d'une assistance financière visant des activités ou formations convenues dans les pays. Cette tendance à la hausse est susceptible de se poursuivre compte tenu des projets en cours et des projets en préparation devant être mis en œuvre en 2011.

Recettes

Comme les années précédentes, le budget de 2011 dépend essentiellement de l'aide financière des donateurs. Les fonds totaux disponibles pour l'année 2011 s'élèvent à 11 550 052 dollars É.-U. répartis comme suit : a) 2 615 715 dollars de recettes de base et de reports des années précédentes ; et b) 8 934 337 dollars de financement de projets et de programmes provenant des partenaires de développement et des donateurs. La majeure partie (77,7 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 9 % pour les contributions des Membres (arriérés compris) et 13,3 % pour les sources internes.

Les contributions annuelles volontaires des Membres s'élèvent à 935 572 dollars et ne représentent que 8,1 % des recettes totales pour 2011. Alors que les Membres examinent le nouveau Plan stratégique pour 2011-2015, le Secrétariat estime que le moment est venu d'évaluer la situation et d'envisager d'augmenter leur participation au fonctionnement de base de l'organisation en relevant leurs contributions, comme le recommandait

l'Évaluation indépendante de l'organisation réalisée en 2008. À cet égard, le Secrétariat sollicitera les vues des Membres et préparera un tableau récapitulatif des contributions actuelles, qui sera examiné par la Conférence du PROE de 2011.

Le Secrétariat prévoit de toucher, en 2011, 827 391 dollars de frais de gestion de programmes, contre 700 000 dollars en 2010. Cette hausse est due à l'augmentation des financements de projets en cours ou à venir assurés par les donateurs à compter de janvier 2011. Il est important de noter que les frais de gestion de programmes ne sont pas applicables en cas de financement direct des Membres, comme c'est le cas pour la majorité des financements reçus des projets FEM-PNUD.

Documents présentés au titre du budget programme pour 2011

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (Tableau 1)
- B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (Tableau 2)
Financement du budget de base moins dépenses par type (Tableau 3)
- C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (Tableau 4)
- D. Financement du programme de travail moins dépenses par type (Tableau 5)
- E. Composition des financements
- F. Barème et allocation des contributions pour 2011
- G. Présentation détaillée du programme de travail et du budget
- H. Analyse budgétaire détaillée par résultat
- I. Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services administratifs

Annexes :

- Diagramme 1 — Dotation budgétaire pour 2011 par division
- Diagramme 2 — Dotation budgétaire pour 2010 par division
- Diagramme 3 — Évolution du budget entre 2002 et 2011

Résumé du programme de travail et du budget approuvés pour 2011

A

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES DU PROE - 2011 (montants en dollars É.-U.)									
	Budget approuvé pour 2010			Budget révisé pour 2010			Budget pour 2011		
	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total
RECETTES	2,403,705	8,012,953	10,416,658	2,303,705	7,498,563	9,802,268	2,615,715	8,934,337	11,550,052
DÉPENSES									
DIRECTION GENERALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS									
Haute direction	735,480	30,000	765,480	735,480	30,000	765,480	839,870		839,870
Services généraux	959,903	10,000	969,903	859,903	10,000	869,903	1,041,537		1,041,537
Publications	122,077		122,077	122,077		122,077	104,720		104,720
Technologies de l'information	396,334		396,334	396,334		396,334	418,360		418,360
Bibliothèque	63,063		63,063	63,063		63,063	130,125		130,125
Direction générale et services administratifs	2,276,857	40,000	2,316,857	2,176,857	40,000	2,216,857	2,534,612	-	2,534,612
PROGRAMME 1 - ECOSYSTEMES INSULAIRES									
Gestion des écosystèmes	15,763	1,181,126	1,196,889	15,763	1,302,114	1,317,877	11,909	1,096,850	1,108,759
Conservation et gestion des espèces	17,826	990,437	1,008,263	17,826	990,437	1,008,263	14,044	1,657,847	1,671,891
Communautés, institutions, éducation et gestion des	57,806	596,638	654,444	57,806	596,638	654,444	24,960	324,975	349,935
Écosystèmes insulaires	91,395	2,768,201	2,859,596	91,395	2,889,189	2,980,584	50,913	3,079,672	3,130,585
PROGRAMME 2 - AVENIRS OCEANIENS									
Changement climatique	19,548	3,841,207	3,860,755	19,548	3,205,829	3,225,377	14,792	4,473,887	4,488,679
Prévention de la pollution et gestion des déchets	8,265	568,751	577,016	8,265	568,751	577,016	8,002	869,155	877,157
Gouvernance environnementale	7,640	794,794	802,434	7,640	794,794	802,434	7,396	511,623	519,019
Avenirs océaniques	35,453	5,204,752	5,240,205	35,453	4,569,374	4,604,827	30,190	5,854,665	5,884,855
TOTAL GENERAL	2,403,705	8,012,953	10,416,658	2,303,705	7,498,563	9,802,268	2,615,715	8,934,337	11,550,052
Excédent/(Déficit) net	-			0	0	0	0	0	0

Tableau 1: État récapitulatif des dépenses et des recettes 2010

Résumé du programme de travail et du budget approuvés pour 2011

B

BUDGET DE BASE (montants en dollars É.-U.)				
	Budget approuvé 2010	Budget révisé 2010	Budget 2011	Évolution %
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	935,572	-
Arriérés de contribution	100,000	50,000	100,000	100.0
Intérêts	350,000	180,000	250,000	38.88
Divers	100,000	150,000	300,000	100.00
Services de gestion des programmes	818,133	700,000	827,391	18.19
Financement par les bailleurs		104,800	40,000 -	61.83
<i>Plus reports:</i>				
Excédents des exercices précédents	100,000	183,333	162,751 -	11.22
RECETTES ET REPORTS	2,403,705	2,303,705	2,615,714	13.54
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	2,276,857	2,176,857	2,534,611	16.43
Écosystèmes insulaires	91,395	91,395	50,913	-44.29
Avenirs océaniques	35,453	35,453	30,190	-14.84
DÉPENSES TOTALES	2,403,705	2,303,705	2,615,714	13.54
Excédent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 2 Financement du budget de base moins dépenses par programme

RECETTES ET REPORTS				
	Budget approuvé 2010	Budget révisé 2010	Budget 2011	Évolution %
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	935,572	-
Arriérés de contribution	100,000	50,000	100,000	100.0
Intérêts	350,000	180,000	250,000	38.88
Divers	100,000	150,000	300,000	100.00
Services de gestion des programmes	818,133	700,000	827,391	18.19
Financement par les bailleurs		104,800	40,000 -	61.83
<i>Plus reports:</i>				
Excédents des exercices précédents	100,000	183,333	162,751 -	11.22
RECETTES ET REPORTS	2,403,705	2,303,705	2,615,714	13.54
DÉPENSES				
Personnel	1,532,962	1,502,962	1,736,104	15.51
Révision du Plan d'action	40,000	100,000	-	-100.00
Dépenses en capital	49,000	49,000	47,500	-3.06
Consultant	20,000	20,880	40,000	91.57
Déplacements officiels	103,000	103,000	99,500	-3.39
Frais généraux et fonctionnement	498,743	367,863	532,610	44.78
Subventions	-	-	-	
Manifestations spéciales (Conférence du PROE)	160,000	160,000	160,000	
Formation (y compris ateliers et réunions)	-	-	-	
DÉPENSES TOTALES	2,403,705	2,303,705	2,615,714	13.54
Excédent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 3: Financement du budget de base moins dépenses par type

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2010	Budget révisé 2010	Budget 2011
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	957,337	1,183,374	1,091,462
France	188,696	188,696	176,431
NZAID	917,765	917,765	957,824
Financement direct			
AusAid ICCAI	601,873	601,873	587,956
AUS/NZ tripartite	125,036	192,767	151,410
Conservation International	368,184	368,184	214,223
Institut météo. finlandais	-	-	139,000
AFD	30,000	30,000	120,000
OMI	160,000	160,000	95,250
Japon	234,750	234,750	170,000
MacArthur	45,000	45,000	45,000
NZXXB	136,000	136,000	-
NOAA	175,120	175,120	163,780
République populaire de Chine	140,000	140,000	80,000
Convention de Ramsar	102,496	102,496	91,209
Suisse	400,000	400,000	72,000
Taiwan-République de Chine	48,000	48,000	28,000
TNC	130,050	130,050	75,150
FEM-PNUD	2,278,515	1,364,785	2,872,652
PNUE	710,472	710,472	1,185,562
WPFMC	90,360	90,360	70,246
Autres donateurs	76,000	181,572	107,880
À identifier	97,299	97,299	439,302
		-	
Recettes totales	8,012,953	7,498,563	8,934,337
DÉPENSES			
Direction générale et services administratifs	40,000	40,000	-
Écosystèmes insulaires	2,768,202	2,768,202	3,079,672
Avenirs océaniques	5,204,751	4,690,361	5,854,665
Dépenses totales	8,012,953	7,498,563	8,934,337
Excédent/(Déficit) net		-	-

Tableau 4 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par programme

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2010	Budget révisé 2010	Budget 2011
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	957,337	1,183,374	1,091,462
France	188,696	188,696	176,431
NZAID	917,765	917,765	957,824
Financement direct			
AusAid ICCAI	601,873	601,873	587,956
AUS/NZ tripartite	125,036	192,767	151,410
Conservation International	368,184	368,184	214,223
Institut météo. finlandais	-	-	139,000
AFD	30,000	30,000	120,000
OMI	160,000	160,000	95,250
Japon	234,750	234,750	170,000
MacArthur	45,000	45,000	45,000
NZXXB	136,000	136,000	-
NOAA	175,120	175,120	163,780
République populaire de Chine	140,000	140,000	80,000
Convention de Ramsar	102,496	102,496	91,209
Suisse	400,000	400,000	72,000
Taiwan-République de Chine	48,000	48,000	28,000
TNC	130,050	130,050	75,150
FEM-PNUD	2,278,515	1,364,785	2,872,652
PNUE	710,472	710,472	1,185,562
WPFMC	90,360	90,360	70,246
Autres donateurs	76,000	181,572	107,880
À identifier	97,299	97,299	439,302
Recettes totales	8,012,953	7,498,563	8,934,337
DÉPENSES PAR TYPE			
Personnel	2,587,470	2,587,470	2,870,505
Consultant	942,293	942,293	1,281,167
Frais généraux et fonctionnement	686,098	859,401	718,171
Capital (équipements inclus)	39,266	39,266	114,000
Déplacements officiels	707,188	707,188	912,250
Formation (y compris ateliers et réunion)	1,943,062	1,901,929	1,658,024
Subventions	1,107,576	461,016	1,380,220
Dépenses totales	8,012,953	7,498,563	8,934,337
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 5 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par type de dépense

Résumé du programme de travail et du budget approuvés pour 2011

E

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2011

SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET

I) Budget de base			1,035,572
- Contributions actuelles des membres	8.10%	935,572	
- Arriérés de contribution	0.87%	100,000	
- Contributions supplémentaires/volontaires	0.00%	-	
II) Autres recettes			712,751
- Intérêts	2.16%	250,000	
- Excédents des exercices précédents	1.41%	162,751	
- Autres recettes	2.60%	300,000	
III) Services de gestion des programmes			827,392
- Services de gestion des programmes	7.16%	827,392	
IV) Financement externe			
A). Financement bilatéral			3,489,109
Australie			
- AusAID - Extra-budgétaire	9.45%	1,091,462	
- AusAID - Extra extra-budgétaire	6.40%	739,366	
France			
- Gouvernement français	2.57%	296,431	
Japon			
- Japon	1.47%	170,000	
Nouvelle-Zélande			
- NZAID - Extra-budgétaire	8.29%	957,824	
- NZAID - Extra extra-budgétaire	0.00%	-	
É.-U.			
- Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère	1.42%	163,780	
- Western Pacific Regional Fishery Management Council	0.61%	70,246	
B). Financement multilatéral			4,799,045
- Conservation International	1.85%	214,223	
- Union européenne	0.00%	-	
- Fonds pour l'environnement mondial - PNUD	24.87%	2,872,652	
- Organisation maritime internationale	0.82%	95,250	
- MacArthur Foundation	0.39%	45,000	
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	0.79%	91,209	
- République populaire de Chine	1.04%	120,000	
- Gouvernement suisse	0.62%	72,000	
- Taiwan-République de Chine	0.24%	28,000	
- The Nature Conservancy	0.65%	75,150	
- CE/Programme des Nations Unies pour l'environnement	9.33%	1,077,147	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement	0.94%	108,415	
C). Autres			246,880
- Donateurs divers	2.14%	246,880	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS			\$11,110,749
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	3.80%		\$439,302
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	100.00%		\$11,550,052

**BARÈME ET ALLOCATION DES CONTRIBUTIONS DES
POUR L'EXERCICE 2011**

	<i>Barème approuvé du PROE</i>	<i>Quotes-parts actuelles</i>
	<i>%</i>	<i>\$</i>
Samoa américaines	1.089%	10,184
Australie	19.785%	185,106
Îles Cook	1.089%	10,184
États fédérés de Micronésie	1.089%	10,184
Fidji	2.176%	20,360
France	14.344%	134,202
Polynésie française	2.176%	20,360
Guam	2.176%	20,360
Kiribati	1.089%	10,184
Îles Marshall	1.089%	10,184
Nauru	1.089%	10,184
Nouvelle-Calédonie	2.176%	20,360
Nouvelle-Zélande	14.344%	134,202
Nioué	1.089%	10,184
Mariannes du Nord	1.089%	10,184
Palaos	1.089%	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.176%	20,360
Samoa	2.176%	20,360
Îles Salomon	2.176%	20,360
Tokélaou	1.089%	10,184
Tonga	1.089%	10,184
Tuvalu	1.089%	10,184
États-Unis d'Amérique	19.965%	186,787
Vanuatu	2.176%	20,360
Wallis et Futuna	1.089%	10,184
Total	100.000%	935,572

1. ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Objectif du programme : Pays et territoires insulaires océaniques à même de gérer les ressources insulaires et les écosystèmes océaniques de manière durable et propre à entretenir la vie et les modes de subsistance

Contexte stratégique

L'orientation du PROE à travers ce programme reflète un engagement fondamental en faveur du maintien des modes de subsistance des peuples insulaires, grâce à la conservation et à la gestion efficaces des écosystèmes terrestres, côtiers et marins. Ce programme vise à développer les capacités des peuples océaniques afin de les aider à conserver et gérer durablement les écosystèmes et les ressources de leurs îles. Il vise également à protéger les espèces menacées prioritaires et à préserver les pays et territoires des espèces exotiques envahissantes. À travers ce programme, le PROE entend aborder la conservation des écosystèmes terrestres, côtiers et marins, la gestion durable des ressources naturelles et la protection des espèces menacées prioritaires contre les menaces anthropiques et les espèces envahissantes. Le programme a également commencé à s'attaquer aux problèmes fondamentaux associés aux liens entre le changement climatique et la biodiversité grâce à des financements de la Fondation MacArthur et de l'initiative ICCAI du gouvernement australien. Ces questions nécessitent des interventions aux niveaux local, national, régional et international.

Objectifs pour 2011

En 2011, ce programme continuera de fournir les conseils et l'assistance techniques ainsi que les informations et le soutien nécessaires pour aider les pays et territoires insulaires océaniques à résoudre leurs problèmes environnementaux dans la perspective du développement durable. La collaboration avec les partenaires (PNUE, CMS, BirdLife International, UICN, Conservation International, etc.) continuera d'être renforcée pour appuyer les priorités des Membres. Les principales activités prévues pour 2011 dans le cadre de chaque volet comprennent :

- Appui continu à la mise en œuvre des AME, et en particulier des PANSB de la CDB, et soutien aux pays et territoires insulaires océaniques dans le cadre de la Convention de Ramsar et par le biais du projet de renforcement des capacités sur les AME financé par la CE.
- Appui technique à la Table ronde pour la conservation de la nature et préparation à la 9^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées.

- Mise en œuvre des projets d'évaluation des écosystèmes et du changement climatique.
- Lancement des projets régionaux sur les espèces envahissantes et la biodiversité insulaire, financés par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable.
- Analyse continue des zones clés pour la biodiversité marine et identification des zones de conservation prioritaires.
- Appui continu à la conservation des espèces marines, notamment dans le cadre de la CMS.
- Soutien à la mise à jour de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées du Pacifique.
- Gestion et coordination des projets de lutte et d'éradication des espèces envahissantes financés par le CEPF au Samoa et à Kiribati.
- Mise en œuvre de plusieurs campagnes de communication et de sensibilisation.
- Appui continu au PEIN et renforcement des capacités en gestion de l'information.

Les agents suivants contribuent à la réalisation des objectifs de ce programme :

Stuart CHAPE	Directeur du programme Écosystèmes insulaires
Makerita ATIGA-PATU	Secrétaire du directeur du programme
Easter GALUVAO	Conseillère en biodiversité
A pourvoir	Spécialiste de la gestion des écosystèmes terrestres (anciennement Spécialiste de la biodiversité insulaire)
Alan TYE	Spécialiste des espèces envahissantes
Vacant	Coordinateur du projet du FEM sur les espèces envahissantes
Posa SKELTON	Coordinateur du Réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes
Jeffrey KINCH	Conseiller en gestion des zones côtières
Caroline VIEUX	Spécialiste de la gestion des récifs coralliens
Lui BELL	Spécialiste des espèces marines
Catherine SIOTA	Responsable adjointe de la base de données sur les tortues
Vainu'upo JUNGBLUT	Responsable Ramsar pour l'Océanie
Paul ANDERSON	Spécialiste de la conservation du milieu marin
Seema DEO	Conseillère en éducation et communication sociale
Clive HAWIGEN	Stagiaire chargé de l'Année océanique de la diversité biologique
Jill KEY	Conseillère en matière de développement des capacités/Coordinatrice du projet de la CE sur le renforcement des capacités sur les AME
Theresa FRUEAN	Assistante du programme

Volet : 1.1 - Gestion des écosystèmes

Objectif : Promouvoir et appuyer la bonne gestion des écosystèmes insulaires

Le PROE continuera en 2011 de fournir une assistance technique aux PANSB, notamment en vue de leur mise en œuvre prioritaire, de leur suivi et de leur intégration dans les activités nationales et régionales. Un appui technique sera fourni à la demande aux pays insulaires océaniques afin de les aider à préparer des idées-cadres de projets et des demandes de financement devant être soumises au FEM-5 et à d'autres donateurs.

Le PROE continuera d'aider le bureau océanique de l'UICN à coordonner la Table ronde pour la conservation de la nature et entamera la préparation de la 9^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées qui doit se tenir en 2012. Une assistance sera par ailleurs fournie aux pays et territoires insulaires océaniques sur les activités mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature ; un soutien technique et politique sera également apporté à ces pays et territoires pour les aider à s'acquitter de leurs obligations au titre d'AME et notamment de la CDB.

Le PROE continuera également en 2011 de fournir une assistance aux réseaux régionaux, tels que le Réseau sur les zones marines sous gestion locale (LMMA) et le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN), et au Secrétariat conjoint France-Samoa de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens.

Le PROE poursuivra son travail de renforcement des capacités des pays et territoires insulaires océaniques en vue de la protection et de la gestion efficaces de leurs zones humides côtières, dans le cadre de son partenariat avec la Convention de Ramsar et d'autres interlocuteurs régionaux et internationaux. Un

soutien sera notamment fourni en vue des célébrations nationales de la Journée mondiale des zones humides, tandis qu'un appui technique sera apporté aux nouveaux représentants régionaux des comités et groupes techniques de la Convention de Ramsar ainsi qu'aux Membres du PROE désirant y adhérer. Les activités de formation continueront de renforcer la mise en œuvre pratique de la Convention de Ramsar et la poursuite des mises à jour nationales du répertoire régional des zones humides.

Alors que le CRISP prendra fin en 2010, tous les résultats y afférents seront diffusés aux pays et territoires insulaires océaniques sous divers formats, notamment dans le cadre d'interventions à des forums, ateliers et autres manifestations régionales et internationales. Une assistance sera en outre fournie en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, à l'appui de la politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique.

Le PROE jouera un rôle clé dans la gestion et la mise en œuvre du projet Biodiversité insulaire intégrée de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, dont elle est l'agent d'exécution. Le Programme poursuivra également la mise en œuvre du Projet océanique d'évaluation des besoins et d'analyse de l'adaptation au changement climatique du point de vue de la biodiversité et des écosystèmes, soutenu par l'initiative ICCAI du gouvernement australien.

Enfin, une analyse des zones clés pour la biodiversité sera réalisée en 2011 dans la perspective de la conservation du milieu marin régional.

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.1.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les écosystèmes appuyés					
1.1.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les écosystèmes.	<ul style="list-style-type: none"> • Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. • Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée • Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser une réunion pour recenser les problématiques régionales et définir les positions régionales avant la 10e CdP de la CLD • Recenser les problématiques régionales et définir, par voie de consultation, les positions régionales avant la 42e réunion du Comité permanent Ramsar (SC42). • Rassembler et diffuser largement des informations et documents sur la 10e CdP de la CDB • Préparer des notes d'information et des interventions pour aider le représentant océanique avant la 42e réunion du Comité permanent Ramsar. • Fournir des conseils techniques aux pays insulaires océaniques pour faciliter le respect des obligations découlant des AME sur la biodiversité. • Fournir une assistance technique et logistique au représentant océanique à la 42e réunion du Comité permanent Ramsar. 	Sous-total : 261 956 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			216 892	45 064	
			Source de financement		
			AusAID XB	96 621	
			AusAID XXB	16 799	
			France	11 859	
			Soutien au prog.	2 382	
			NZAid XB	70 110	
			Ramsar	51 503	
			PNUE	11 220	
			À identifier	1 463	
1.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes.	<ul style="list-style-type: none"> • Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. • Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Aider les pays insulaires océaniques intéressés à exécuter les activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar. • Fournir une assistance en vue de l'interprétation des lois de Kiribati sur l'environnement • Aider les Parties océaniques à la Convention de Ramsar à mettre à jour leurs fiches descriptives Ramsar • Apporter un appui à au moins une Partie insulaire en vue de l'élaboration de priorités concernant la désignation de nouveaux sites Ramsar • Aider les pays et territoires insulaires océaniques à améliorer leurs capacités concernant la CITES • Aider les pays et territoires insulaires océaniques à améliorer leurs capacités sur les AME • Apporter un appui au Centre océanique du Patrimoine mondial et veiller au maintien des liens avec les autres AME pertinents 			
1.1.1.3 Assistance juridique fournie concernant l'élaboration et la mise en œuvre de lois sur les écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques • Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales 	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une évaluation de la législation des Îles Marshall (Ramsar) • Apporter une assistance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, à l'appui de la PIROP 			

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US
	<ul style="list-style-type: none"> Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer le fonctionnement du Centre d'échange sur les AME, en particulier sur la Convention de Ramsar, la CITES, etc. Apporter un soutien aux portails régionaux d'information, tels que le PIMRIS, le PEIN, etc. 	
1.1.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales propices à la conservation Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières et techniques aux échelons régional ou multinational Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Apporter une assistance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, à l'appui de la PIROP Aider les pays insulaires océaniques à mettre en œuvre les activités découlant de l'Initiative Triangle de corail (CTI) Aider au moins un pays insulaire océanique à élaborer et soumettre une proposition de conservation des zones humides ou d'adhésion au Fonds Ramsar de petites subventions Aider les pays et territoires insulaires océaniques à élaborer des propositions nationales, pour exécuter des activités de gestion des écosystèmes 	
1.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux de gestion des écosystèmes appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de gestion des écosystèmes recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature Participation et appui à la Table ronde pour la conservation de la nature et aux groupes de travail associés Mise en œuvre du Cadre d'action stratégique intégré de la Politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique (PIROP-ISA) appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir à la demande un appui technique en vue de la mise en œuvre des activités de gestion des récifs coralliens relevant de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature Apporter une assistance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, à l'appui de la PIROP Aider les pays insulaires océaniques à mettre en œuvre les activités découlant de l'Initiative Triangle de corail (CTI) Fournir une assistance technique aux pays et territoires insulaires océaniques en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action Apporter un appui technique à au moins trois pays ou territoires insulaires océaniques pour surveiller l'application des principes de la Stratégie d'action et en rendre compte Fournir une assistance au Secrétariat et aux groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pour faciliter la coordination des réunions et l'échange d'informations Fournir une assistance et un appui au groupe de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature chargé des aires protégées Apporter une assistance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, à l'appui de la PIROP 	

PROGRAMME 1		:	ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES		G
Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011		Prévisions budgétaires \$US	
	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre des initiatives et activités de collaboration des groupes de travail du CORP appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir le soutien nécessaire aux initiatives et activités de collaboration. Apporter une assistance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, à l'appui de la PIROP 			
Résultat 1.1.2 – Gestion intégrée des écosystèmes au niveau régional élaborée et coordonnée					
1.1.2.1 Écosystèmes terrestres et marins critiques recensés pour la planification du développement durable aux niveaux régional et national	<ul style="list-style-type: none"> Analyse et inventaire régionaux des écosystèmes réalisés en collaboration avec les autres organisations et partenaires du CORP Appui fourni en vue de l'identification des priorités en matière de biodiversité et de zones écologiquement sensibles 	<ul style="list-style-type: none"> Apporter une assistance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, à l'appui de la PIROP Apporter une assistance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme océanique de l'Initiative mondiale sur la biodiversité des océans (GOBI) Poursuivre l'analyse des zones clés pour la biodiversité à Kiribati, aux Fidji et au Samoa Mettre en œuvre le projet d'évaluation des besoins et d'analyse de l'adaptation au changement climatique du point de vue de la biodiversité et des écosystèmes. Mettre en place des dispositifs en vue de l'exécution du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu Voir également les activités du sous-résultat 1.1.5.1. 		Sous-total : 430 478 \$	
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement
		115 510	314 968	0	
Source de financement					
			AusAID XB 28 911 AusAID XXB 150 000 France 69 515 Soutien au prog. 2 382 NZAid XB 50 023 RRRC 46 220 PNUE 81 965 À identifier 1 463		
1.1.2.2 Initiatives régionales thématiques sur les écosystèmes appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Exécution du volet de l'Initiative pour la protection et la gestion durable des récifs coralliens dans le Pacifique Sud relevant du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Résultats du CRISP présentés lors de forums régionaux et internationaux Financements complémentaires sollicités pour poursuivre les principales activités du CRISP et notamment mettre à l'essai l'arbre de décision sur le suivi des aires marines gérées et la boîte à outils SLOPIC (Nouveaux moyens de subsistance pour les communautés insulaires océaniques) ainsi que le soutien et la collaboration avec les pays et territoires français 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour promouvoir et encourager la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux initiatives sur les écosystèmes tels que le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) et le Réseau des aires marines sous gestion locale (LMMA). 	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique et financière fournie en vue de l'élaboration d'études de suivi socio-économique 			
	<ul style="list-style-type: none"> Soutien aux activités de l'Initiative internationale sur les récifs coralliens (ICRI) 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique au Samoa et à la France, en tant que coprésidents de l'ICRI, en vue de la mise en œuvre de ses activités Diffuser les recommandations découlant de la réunion de l'ICRI devant se tenir au Samoa en novembre 2010 			

PROGRAMME 1		:	ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES		G																
Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011		Prévisions budgétaires \$US																	
1.1.2.3 Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée et coordonnée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour promouvoir et encourager la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux initiatives sur les écosystèmes tels que le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN) et le Réseau des aires marines sous gestion locale (LMMA) 	<ul style="list-style-type: none"> Continuer de fournir un appui technique aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'application des directives SEM-Pasifika de suivi biologique et socioéconomique. 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Soutien aux activités de l'Initiative internationale sur les récifs coralliens (ICRI) 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui au Samoa et à la France, en tant que coprésidents de l'ICRI, en vue de la mise en œuvre de ses activités. Diffuser les recommandations découlant de la réunion de l'ICRI devant se tenir au Samoa en novembre 2010 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Conférence sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée tous les cinq ans 	<ul style="list-style-type: none"> Apporter un appui au groupe de gestion de la Table ronde et au bureau océanique de l'UICN en vue de la Conférence pour la conservation de la nature devant se dérouler aux Îles Marshall en 2012. 																			
1.1.2.4 Valeur des services écosystémiques évaluée	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de la valeur des services écosystémiques appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Aucune activité prévue. Étude sur le financement durable des aires marines protégées achevée en Polynésie française en 2010, de même qu'une évaluation économique de diverses approches de gestion écosystémique 																			
	<ul style="list-style-type: none"> Évaluations coordonnées entre les différentes parties prenantes régionales (CORP, ONG et OIG) 	<ul style="list-style-type: none"> Diffuser aux partenaires régionaux la méthodologie et les enseignements tirés des évaluations économiques. 																			
Résultat 1.1.3 – Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour gérer les écosystèmes au niveau national appuyées																					
1.1.3.1 Élaboration et mise en œuvre des plans d'action stratégique nationaux sur la diversité biologique appuyées (PANSB)	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la révision des PANSB Assistance technique fournie pour contribuer à la mise en œuvre des PANSB Réunions régionales des groupes de travail sur les PANSB organisées tous les ans et réunissant tous les Membres 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer la mise en œuvre des PANSB dans le contexte de la gestion des récifs coralliens Aider les pays insulaires océaniques à mobiliser les ressources nécessaires pour combler les déficits de capacités recensés dans leurs ANCR, notamment en ce qui concerne les responsabilités découlant de la CDB et la mise en œuvre de leurs PANSB Réaliser des évaluations des PANSB dans au moins trois pays insulaires océaniques en collaboration étroite avec le Secrétariat de la Table ronde des îles du Pacifique 		Sous-total : 249 557 \$																	
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement															
				147 039	102 517	0															
		Source de financement																			
		<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="width: 70%;">AusAID XB</td> <td style="width: 30%; text-align: right;">66 441</td> </tr> <tr> <td>AusAID XXB</td> <td style="text-align: right;">10 000</td> </tr> <tr> <td>France</td> <td style="text-align: right;">40 616</td> </tr> <tr> <td>MacArthur</td> <td style="text-align: right;">45 000</td> </tr> <tr> <td>Soutien au prog.</td> <td style="text-align: right;">2 382</td> </tr> <tr> <td>NZAid XB</td> <td style="text-align: right;">50 023</td> </tr> <tr> <td>Ramsar</td> <td style="text-align: right;">29 133</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td style="text-align: right;">5 963</td> </tr> </table>				AusAID XB	66 441	AusAID XXB	10 000	France	40 616	MacArthur	45 000	Soutien au prog.	2 382	NZAid XB	50 023	Ramsar	29 133	À identifier	5 963
AusAID XB	66 441																				
AusAID XXB	10 000																				
France	40 616																				
MacArthur	45 000																				
Soutien au prog.	2 382																				
NZAid XB	50 023																				
Ramsar	29 133																				
À identifier	5 963																				

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US
	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins une étude de cas sur la gouvernance réalisée dans chaque pays et territoire insulaire océanien 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre la mise en œuvre du projet financé par la Fondation MacArthur et intitulé « Amélioration de la résilience des écosystèmes côtiers et marins aux impacts du changement climatique grâce au renforcement de la gouvernance côtière et des mesures de conservation ». 	
1.1.3.2 Développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes appuyé	<ul style="list-style-type: none"> • Besoins de développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes recensés 	<ul style="list-style-type: none"> • Participer aux formations sur la gestion des récifs coralliens selon les besoins • Produire, en se fondant sur les rapports ANCR et d'autres études connexes, une synthèse des principales capacités de gestion écosystémique requises au niveau national 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Collaborer avec les partenaires en vue de la mise en œuvre des priorités définies dans le nouveau Plan d'action régional pour les zones humides (dans la limite des ressources disponibles) • Appuyer la planification et le lancement du suivi des mangroves dans au moins un pays ou territoire insulaire océanien • Apporter un appui technique en vue de la mise en œuvre des activités relevant du volet samoan du projet MESCAL de l'UICN • Appuyer la planification et le lancement du suivi des mangroves dans les pays et territoires insulaires océaniques concernés • Appuyer les activités pilotes de replantation/restauration des mangroves dans au moins un pays ou territoire insulaire océanien • Élaborer et mettre en œuvre au moins un programme/projet faisant intervenir au moins deux partenaires en vue de l'exécution d'initiatives de développement des capacités dans au moins deux pays et territoires insulaires océaniques • Aider les pays insulaires océaniques à mobiliser les ressources nécessaires pour combler les déficits de capacités recensés dans leurs ANCR, notamment en ce qui concerne les responsabilités découlant de la CDB et la mise en œuvre de leurs PANSB 	

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US																											
1.1.3.3 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de gestion des écosystèmes appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion des écosystèmes et aux efforts de conservation dans les pays et territoires insulaires océaniques. Appui fourni en vue de la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer une proposition d'adaptation écosystémique au changement climatique dans le cadre du projet ICCAI Aider les pays insulaires océaniques à mobiliser les ressources nécessaires pour combler les déficits de capacités recensés dans leurs ANCR, notamment en ce qui concerne les responsabilités découlant de la CDB et la mise en œuvre de leurs PANSB Apporter une assistance en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre sur les paysages océaniques du Pacifique, à l'appui de la PIROP Fournir une assistance à au moins trois pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration de formulaires d'identification de projets (FIP) aux fins de financement par le FEM-5 Aider les pays insulaires océaniques à mobiliser les ressources nécessaires pour combler les déficits de capacités recensés dans leurs ANCR, notamment en ce qui concerne les responsabilités découlant de la CDB et la mise en œuvre de leurs PANSB Fournir une assistance et des conseils techniques à au moins trois pays insulaires océaniques sur des idées-cadres de projets pour le FEM-5 dans le domaine de la biodiversité 																												
Résultat 1.1.4 – Capacités en matière d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la gestion des écosystèmes																														
1.1.4.1 Capacité de communication appuyée en matière de gestion des écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en gestion des écosystèmes recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays et territoires insulaires océaniques à intégrer les stages en détachement dans les projets régionaux et nationaux. Organiser, à l'intention des pays et territoires insulaires océaniques, une formation régionale sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) concernant les zones humides et la biodiversité Aider les pays insulaires océaniques à mobiliser les ressources nécessaires pour combler les déficits de capacités recensés dans leurs ANCR, notamment en ce qui concerne les responsabilités découlant de la CDB et la mise en œuvre de leurs PANSB Élaborer et disséminer des supports de formation/sensibilisation abordant les impacts du changement climatique sur la biodiversité et les mesures d'adaptation 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">TOTAL 45 723</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>31 486</td> <td>14 237</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AusAID XB</td> <td>4 819</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Soutien au prog.</td> <td>2 382</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZAID XB</td> <td>19 535</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Ramsar</td> <td>10 573</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUE</td> <td>8 415</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	TOTAL 45 723			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	31 486	14 237	0	Source de financement			AusAID XB	4 819		Soutien au prog.	2 382		NZAID XB	19 535		Ramsar	10 573		PNUE	8 415	
TOTAL 45 723																														
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																												
31 486	14 237	0																												
Source de financement																														
AusAID XB	4 819																													
Soutien au prog.	2 382																													
NZAID XB	19 535																													
Ramsar	10 573																													
PNUE	8 415																													
1.1.4.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication visant l'amélioration de la gestion des écosystèmes appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les écosystèmes Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Projets de stratégies de communication sur les PANSB élaborés dans au moins 3 pays insulaires océaniques Fournir un appui à l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des activités et initiatives de la Journée mondiale des zones humides dans les pays et territoires insulaires océaniques Diffuser les supports CESP de la Ramsar aux pays et territoires insulaires océaniques 																												

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.1.5 – Collecte d'informations sur les écosystèmes et accès à ces informations facilités					
1.1.5.1 Accès aux données et à l'analyse des systèmes d'information géographique (SIG) pour appuyer la gestion des écosystèmes côtiers et marins développé ou obtenu et amélioré	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire des ensembles de données des SIG sur les écosystèmes côtiers et marins dressé et actualisé. Processus de mise à jour des données des SIG élaborés et données tenues à jour Analyse des SIG en vue de la gestion des écosystèmes côtiers et marins élaborée et mise en œuvre appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'analyse des zones clés pour la biodiversité à Kiribati, aux Fidji et au Samoa Apporter un soutien aux portails régionaux d'information sur le milieu marin, tels que le PIMRIS, ReefBase, etc. Rassembler, cataloguer et inventorier les données des SIG des Membres du PROE Consulter les organisations du CORP et les autres partenaires pour obtenir et partager des données spatiales pertinentes, et les ajouter aux bases de données nationales et régionales Recenser et acquérir de nouveaux jeux de données et mettre en œuvre des accords de partage des données Poursuivre l'analyse des zones clés pour la biodiversité à Kiribati, aux Fidji et au Samoa Jeux de données sur les aires marines et côtières protégées tenus à jour et développés 	Sous-total : 121 045 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			40 060	78 985	2 000
			Source de financement		
			AusAID XB	8 039	
			AusAID XXB	20 000	
			COSI	26 123	
			France	3 520	
			Soutien au prog.	2 382	
			NZAid XB	14 238	
			PNUF	28 035	
			À identifier	18 710	
1.1.5.2 Données existantes mises à jour et autres données environnementales, sociales et économiques et savoirs traditionnels intégrés pour appuyer la gestion des écosystèmes et la prise de décision	<ul style="list-style-type: none"> Base de données ReefBase et base sur les aires protégées du Pacifique tenues à jour 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays et territoires insulaires océaniques, le Forum d'information sur la biodiversité dans le Pacifique (PBIF) et ReefBase à mettre à jour la base de données sur les aires protégées du Pacifique. 			
1.1.5.3 Études de cas sur les écosystèmes réalisées et conclusions diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Étude de cas intégrée sur les écosystèmes réalisée 	<ul style="list-style-type: none"> Activités achevées en 2010 			
1.1.5.4 Informations sur la gestion des écosystèmes recensées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la gestion des écosystèmes dans le Pacifique réunies ou obtenues 	<ul style="list-style-type: none"> Base de données régionale sur les aires terrestres protégées et gérées créée. Base de données sur les aires marines protégées mise à jour. Résultats diffusés. 			
1.1.5.5 Suivi et évaluation des projets sur les écosystèmes appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion des écosystèmes 	<ul style="list-style-type: none"> Suivi et évaluation des aires marines protégées appuyés dans au moins 2 pays et territoires insulaires océaniques grâce à l'identification des aires marines gérées. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en matière de cartographie pour les publications, les exposés et la recherche. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique aux projets de suivi et d'évaluation des écosystèmes, y compris au projet de l'ICCAI sur la biodiversité et le changement climatique. Fournir une assistance technique aux projets du PROE et aux produits spatiaux, y compris les cartes, données des SIG et analyses spatiales. 			

Volet : 1.2 - Conservation et gestion des espèces

Objectif : Promouvoir et encourager la conservation et la gestion des espèces

En 2011, le PROE collaborera étroitement avec le bureau océanique de l'UICN afin de promouvoir les efforts de conservation des espèces déployés dans la région, et notamment d'améliorer les connaissances sur le statut et la répartition des espèces et l'identification des espèces menacées grâce à leur inscription à la Liste rouge.

La majorité des activités sur les espèces marines prendra la forme d'une assistance apportée aux Membres en vue de la mise en œuvre des plans d'action régionaux sur les espèces marines 2008-2012, qui visent les trois groupes suivants : cétacés, dugongs et tortues marines. Bien que les mesures recensées dans le plan d'action régional en faveur des requins soient spécifiques à d'autres OIG, le PROE fournira un appui à la demande aux activités menées dans le cadre de ce plan.

Faute de crédits, un examen à mi-parcours n'a pu être réalisé en 2010 sur la mise en œuvre des plans d'action sur les espèces marines mais, en collaboration avec les conventions internationales sur les espèces, en particulier la CMS (Convention sur les espèces migratrices), des efforts ont été déployés pour que cet examen soit réalisé début 2011. Cet examen évaluera l'état de mise en œuvre des plans d'action et recensera les mesures devant être prises jusqu'à l'achèvement des plans actuels. Il définira également le processus d'évaluation des plans d'action régionaux pour les cinq années à venir (2013-2018), y compris du plan sur les requins. Le plan océanique de rétablissement de la population de baleines à bosse devrait être achevé en 2011 et être soumis à l'approbation des Membres.

La CMS et le PROE exécutent un projet conjoint dans les États membres de l'aire de répartition du dugong, qui comprend des inventaires des dugongs, un examen de la législation sur les tortues marines et l'élaboration de propositions visant à appuyer les efforts nationaux de mise en œuvre des plans d'action régionaux sur les espèces marines. La promotion de ce partenariat avec la CMS sera une priorité pour l'année à venir tandis que l'on cherchera à resserrer les liens avec les autres conventions sur les espèces, dont la CITES.

Le PROE continuera d'aider les Membres à mettre en œuvre le Système de base de données de recherche et de suivi sur les tortues (TREDS) en coordonnant l'acquisition et la dissémination de données, la notification des Membres

concernant les informations contenues dans le système, la formation et le soutien des utilisateurs ainsi que la fourniture de mises à jour aux Membres.

Il continuera également de solliciter des fonds pour renouveler les stocks de bagues, d'applicateurs et de supports de sensibilisation destinés aux programmes de marquage des pays et territoires membres, et pour couvrir les frais de fonctionnement du responsable adjoint de la base de données.

Le PROE poursuivra en 2011 ses actions sur les espèces envahissantes, que ce soit au niveau stratégique ou des projets. Le PROE continuera de jouer un rôle moteur dans la coopération et l'assistance régionale en coordonnant le Partenariat océanique sur les espèces envahissantes (PIP, groupe de travail sur les espèces envahissantes de la Table ronde pour la conservation de la nature, qui comprend les organes travaillant dans ce domaine dans plus d'un pays ou territoire insulaire océanique) et le Réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes (PILN, réseau professionnel des spécialistes des espèces envahissantes dans les pays et territoires insulaires océaniques). Le PILN sera élargi à de nouveaux pays et territoires insulaires océaniques et sélectionnera des représentants devant participer au PIP afin de renforcer la capacité d'adaptation des organisations membres aux besoins des pays et territoires insulaires océaniques. Si les fonds le permettent, une réunion du PILN sera organisée en 2011, de même qu'une nouvelle analyse des capacités requises (la dernière en date ayant été réalisée en 2007).

À la demande des donateurs et des Membres insulaires, le PROE participera aux efforts menés pour sensibiliser davantage le public et les politiques aux espèces envahissantes, dans le but d'augmenter les ressources internationales et nationales consacrées à ce problème.

Le PROE continuera de gérer pour le compte de ses Membres les projets sur les espèces envahissantes financés par la communauté internationale, dont plusieurs projets financés par le CEPF et le projet de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable qui réunit 10 pays. Le PROE contribuera également au renforcement de la législation et des procédures en matière de biosécurité, concernant les espèces terrestres et marines, y compris la gestion des eaux de ballast et des salissures de coques.

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.2.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les espèces appuées					
1.2.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les espèces	• Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour	• Fournir des informations et consulter les experts et organes pertinents pour obtenir leurs conseils sur des questions spécifiques.	Sous-total : 128 957 \$		
	• Positions régionales définies avant les grandes conférences et communiquées lors des manifestations associées	• Conseiller les Membres et leur fournir la possibilité de définir des positions communes sur les dispositifs régionaux, par exemple sur les tortues marines et les autres espèces relevant de la CMS.	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
	• Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée	• Conseiller et appuyer les pays et territoires insulaires océaniques en vue des réunions des signataires des mémorandums d'entente sur les cétacés et les dugongs sous les auspices de la CMS, et de toute autre réunion au besoin et à la demande.	98 379	30 577	0
	• Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	• Fournir un appui logistique et technique aux Membres lors des réunions en vue de négocier un accord régional sur la conservation des tortues marines et les autres espèces marines relevant de la CMS et des autres conventions, et dans le cadre d'autres réunions pertinentes portant directement sur les espèces marines.	Source de financement		
			AusAID XB 5 500 Chine 6 875 Soutien au prog. 2 382 NZAID XB 95 774 WPFMC 14 049 À identifier 4 378		
1.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur les espèces	• Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations.	• Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de la CMS relevant des mémorandums d'entente régionaux sur les cétacés et les dugongs, et d'initiatives d'autres conventions sur les espèces telles que la CITES.			
	• Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations.	• Contribuer au recrutement d'un coordinateur régional chargé de la CMS et apporter à la demande un appui aux pays insulaires océaniques.			
	• Sensibilisation aux intérêts des pays insulaires océaniques menée auprès des organes internationaux et régionaux	• Représenter la région auprès des organismes pertinents, dont la CMS.			
1.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur les espèces	• Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques	• Fournir une assistance en matière de rédaction juridique à au moins 1 pays insulaire océanique.			
	• Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales	• Page web de documents juridiques régulièrement mise à jour. • Faire le point sur la législation en matière de conservation et de protection des espèces marines.			
	• Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé	• Assurer le fonctionnement du Centre d'échange sur les AME, et en particulier la CITES, la CMS, etc. • Apporter un soutien aux portails régionaux d'information, tels que le PIMRIS, le PEIN, etc.			

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US
1.2.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur les espèces	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les partenaires pour appuyer la mise en œuvre des plans d'actions du programme sur les espèces marines et des accords régionaux tels que les mémorandums d'entente pour les cétacés et les dugongs dans le Pacifique insulaire. Collaborer avec les partenaires pertinents pour obtenir les ressources nécessaires à la finalisation et à la mise en œuvre du plan océanien de rétablissement des populations de baleines à bosse. Solliciter des ressources en vue de l'évaluation des plans d'action régionaux sur les espèces marines pour les 5 années à venir. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les Membres, à la demande, et élaborer des propositions et recenser les donateurs, au besoin, en vue d'obtenir les ressources nécessaires à l'exécution des activités nationales prioritaires sur la conservation des espèces marines. 	
1.2.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur les espèces appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre du Programme-cadre sur les espèces marines 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre des plans d'action 2008-2012 en faveur des cétacés, des dugongs et des tortues marines relevant du Programme sur les espèces marines. Fournir l'assistance technique requise en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de gestion et de rétablissement des espèces et de la mise en place de sanctuaires. Distribuer des bagues et des supports de sensibilisation aux pays et territoires insulaires océaniques menant des activités de marquage des tortues. 	
1.2.1.6 Élaboration et mise en œuvre d'accords régionaux liés aux cadres ou conventions internationaux appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Partenariats élaborés et renforcés avec les organes gérant les conventions et cadres internationaux sur les espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la mise en œuvre des mémorandums de coopération avec la CMS ainsi qu'à la collaboration avec la CITES et d'autres organisations pertinentes. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'accords régionaux liés à des accords internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Solliciter l'aval des Membres concernant le plan océanien de rétablissement des populations de baleines à bosse. Appuyer la mise en œuvre du plan océanien de rétablissement des populations de baleines à bosse. Collaborer avec la CMS à la mise en œuvre des mémorandums d'entente sur les cétacés et les dugongs dans les îles du Pacifique. 	

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.2.2 – Conservation et gestion des espèces au niveau régional mises en œuvre et coordonnées					
1.2.2.1 Programme-cadre et Plans d'actions sur les espèces marines des îles du Pacifique élaborés et mise en œuvre appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Réunions biennales sur le Programme-cadre et les Plans d'actions organisées Ressources identifiées et obtenues pour organiser les réunions et faciliter la participation des pays et territoires insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser la réunion biennale d'évaluation de la mise en œuvre du Programme sur les espèces marines. Appuyer la participation des pays et territoires insulaires océaniques à la réunion biennale d'évaluation de la mise en œuvre du Programme sur les espèces marines. Solliciter une assistance financière en vue de la réalisation de l'évaluation du Programme sur les espèces marines au cours des 5 années à venir. 	Sous-total : 69 679 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			21 011	48 668	0
Source de financement					
			AusAID XB	4 092	
			Chine	1 155	
			France	40 921	
			Soutien au prog. NZAID XB	2 382	
			NZAID XB	21 129	
Résultat 1.2.3 – Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour préserver les espèces au niveau national appuyées					
1.2.3.1 Développement des capacités nationales sur la conservation et la gestion des espèces appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion des espèces recensés Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les besoins de développement des capacités nationales en conservation des espèces marines. Dispenser à la demande une formation sur le suivi de la nidification des tortues, y compris au niveau communautaire. Coordonner et appuyer le développement des capacités en matière d'études et de gestion des dugongs, des tortues marines et des baleines et des dauphins, y compris les possibilités de génération de revenus. Collaborer avec les partenaires pertinents en vue de l'établissement de réseaux de suivi des tortues dans 2 communautés dans un pays insulaire océanique. 	Sous-total : 104 948 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			85 313	19 635	0
Source de financement					
			Chine	11 420	
			Soutien au prog. NZAID XB	2 382	
			WPFMC	73 308	
			À identifier	13 857	
				3 982	
1.2.3.2 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de conservation et de gestion des espèces appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion et à la conservation des écosystèmes dans les pays et territoires insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre nationale des Plans d'action sur les espèces marines. Aider les pays et territoires insulaires océaniques à réaliser des études de suivi sur la nidification des tortues, notamment des températures des plages de nidification dans 3 pays ou territoires. Apporter un appui aux pays et territoires insulaires océaniques afin d'améliorer la gestion des espèces marines, y compris la législation et les plans de gestion, d'action et de rétablissement. 			

PROGRAMME 1		:	ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES		G																	
Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011		Prévisions budgétaires \$US																		
		<ul style="list-style-type: none"> Solliciter des fonds pour poursuivre les activités de marquage des tortues ainsi que la préparation et la distribution de supports de sensibilisation. Solliciter des fonds de contrepartie et d'autres sources de financement en vue de la tenue à jour de TREDIS et du financement du responsable adjoint de la base de données. Appuyer les activités nationales de l'Année océanienne du dugong 																				
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Aider, à la demande, les Membres à préparer des demandes de financement appuyant la mise en œuvre nationale des plans d'action sur les espèces marines. 																				
Résultat 1.2.4 – Prévention et gestion des espèces envahissantes appuyées																						
1.2.4.1 Développement de la sensibilisation, des capacités et de la législation appuyé en matière de gestion des espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none"> Initiative de sensibilisation aux espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration d'une campagne de marketing social pour attirer l'attention sur le problème des espèces envahissantes. Contribuer à l'élaboration et à la production d'au moins un dossier d'information du Pacifique sur une thématique liée aux espèces envahissantes. 		Sous-total : 1 271 108 \$																		
	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités des pays et territoires insulaires océaniques en matière de gestion des espèces envahissantes recensés et abordés 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser une réunion du PILN. Apporter un appui aux équipes et comités nationaux chargés des espèces envahissantes et former de nouvelles équipes dans au moins deux pays ou territoires insulaires océaniques. Contribuer à l'élaboration du Cours océanien de planification et de gestion sur les plantes adventices à l'intention des pays et territoires océaniques. Intégrer l'analyse des capacités requises dans la prochaine réunion du PILN. 		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">278 954</td> <td style="text-align: center;">984 654</td> <td style="text-align: center;">7 500</td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	278 954	984 654	7 500	Source de financement											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																				
278 954	984 654	7 500																				
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une législation visant à gérer les espèces envahissantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Étudier les possibilités d'inclusion de la biosécurité interinsulaire dans le projet de loi de la CPS sur la biosécurité harmonisée à l'échelon régional. 		<table border="1"> <tbody> <tr> <td>AusAID XB</td> <td style="text-align: right;">22 668</td> </tr> <tr> <td>COSI</td> <td style="text-align: right;">188 100</td> </tr> <tr> <td>OMI</td> <td style="text-align: right;">75 250</td> </tr> <tr> <td>Soutien au prog. NZAID XB</td> <td style="text-align: right;">2 300</td> </tr> <tr> <td>TNC</td> <td style="text-align: right;">133 116</td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUD</td> <td style="text-align: right;">75 150</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td style="text-align: right;">742 020</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">32 504</td> </tr> </tbody> </table>	AusAID XB	22 668	COSI	188 100	OMI	75 250	Soutien au prog. NZAID XB	2 300	TNC	133 116	FEM-PNUD	75 150	À identifier	742 020		32 504		
AusAID XB	22 668																					
COSI	188 100																					
OMI	75 250																					
Soutien au prog. NZAID XB	2 300																					
TNC	133 116																					
FEM-PNUD	75 150																					
À identifier	742 020																					
	32 504																					
1.2.4.2 Collecte de données, analyse et recherche appuyées pour améliorer la gestion des espèces envahissantes par les pays et territoires insulaires océaniques.	<ul style="list-style-type: none"> Acquisition de données régionales sur les espèces envahissantes appuyée et données mises à la disposition des pays et territoires insulaires océaniques et des autres partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Publication mensuelle de <i>PILN Soundbites</i>, comprenant des informations utiles aux spécialistes des espèces envahissantes travaillant dans les pays et territoires insulaires océaniques. Contribuer à l'organisation et à la réalisation d'études sur les espèces envahissantes dans au moins deux pays ou territoires océaniques, y compris aux îles de la Ligne (Kiribati) ainsi qu'aux inventaires prévus dans le cadre du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique. 																				
	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de modèles analytiques d'évaluation des risques et hiérarchisation des activités de gestion par ordre de priorité appuyées. 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'élaboration du système d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques. 																				
	<ul style="list-style-type: none"> Recherche améliorant la gestion des espèces prioritaires appuyée. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique aux projets de recherche sur les espèces envahissantes dans les îles de la Ligne (Kiribati) et le projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique. 																				

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US
1.2.4.3 Élaboration et mise en œuvre d'activités de lutte contre les espèces envahissantes et de restauration de la biodiversité appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de processus pour éviter la propagation d'espèces envahissantes appuyée Conseils techniques fournis pour renforcer la gestion des espèces envahissantes établies Conseils techniques fournis pour renforcer la restauration des écosystèmes suite à l'éradication d'espèces envahissantes 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue de l'amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine à Kiribati et des activités de biosécurité relevant du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique. Fournir un appui technique aux projets de lutte contre les espèces envahissantes dans les îles de la Ligne (Kiribati) et aux activités de lutte prévues dans le cadre du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique. Fournir un appui technique à des projets de restauration dans au moins deux pays ou territoires océaniques, dont Kiribati (îles de la Ligne) et le Samoa (Mt Vaea et O le Pupu Pué). 	
1.2.4.4 Approche régionale de la gestion des espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Projets régionaux sur les espèces envahissantes identifiés et élaborés et mise en œuvre appuyée Services régionaux sur les espèces envahissantes appuyés, notamment le Réseau pédagogique océanique sur les espèces envahissantes (PILN), l'Initiative océanique sur les espèces envahissantes (PII) et le programme de la CPS sur les espèces envahissantes. Stratégie relative à l'introduction d'espèces marines envahissantes par les navires (SRIMP-PAC) élaborée, distribuée et actualisée. 	<ul style="list-style-type: none"> Travailler avec les autres membres du Partenariat océanique sur les espèces envahissantes (PIP) en vue de l'élaboration de projets répondant aux priorités recensées par l'analyse des lacunes régionales. Travailler à l'élaboration d'un projet du FEM-5 sur les espèces envahissantes. Intégrer la lutte contre les espèces envahissantes dans les programmes régionaux sur le changement climatique. Coordonner le PIP. Fournir une assistance au PILN, à la PII, à la CPS et aux autres membres du PIP et coordonner le programme du PROE sur les espèces envahissantes avec leurs activités. Fournir une aide à tous les pays insulaires océaniques en vue du renforcement des institutions et des capacités ainsi qu'une assistance technique en vue de l'instauration de mesures de lutte à la frontière portant à la fois sur les eaux de ballast et les salissures de coques dans le cadre d'un atelier régional de formation des inspecteurs sur la conformité, le suivi et l'évaluation. Réaliser une évaluation globale des risques liés aux eaux de ballast et aux salissures de coques pour identifier les ports d'origine à haut risque. Élaborer un plan régional type d'intervention et de lutte contre les organismes marins nuisibles et aider deux pays et territoires insulaires océaniques à formuler leurs plans nationaux. 	

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.2.5 – Capacité d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la conservation et la gestion des espèces					
1.2.5.1 Capacités de communication en matière de conservation et de gestion des espèces renforcées	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en matière de conservation et de gestion des espèces recensés 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et disséminer des supports de formation/sensibilisation abordant les impacts du changement climatique sur la biodiversité et les mesures d'adaptation 	Sous-total : 26 726 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
1.2.5.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication visant l'amélioration de la conservation et la gestion des espèces appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les espèces Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'élaboration de stratégies nationales de communication sur la conservation des dugongs. Contribuer à l'élaboration d'une stratégie de communication sur les espèces pour les pays et territoires insulaires océaniques. 	24 227	2 500	0
			Source de financement		
			Soutien au prog. NZAID XB	2 300	24 427
Résultat 1.2.6 – Collecte d'informations sur les espèces et accès à ces informations facilités					
1.2.6.1 Informations sur la conservation et la gestion des espèces recensées et diffusées	<ul style="list-style-type: none"> Informations sur la conservation et la gestion des espèces dans le Pacifique réunies ou obtenues Informations sur la conservation et la gestion des espèces diffusées aux parties prenantes dans un format approprié 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner la mise en œuvre du Système de base de données de recherche et de suivi sur les tortues (TREDS) dans les pays et territoires insulaires océaniques. Coordonner l'acquisition de données sur les activités de marquage des tortues menées par les pays et territoires insulaires océaniques. Contribuer à la préparation d'informations sur les espèces marines destinées aux communautés, en collaboration avec les partenaires nationaux dans le cadre de projets spécifiques. Participer au recueil d'informations sur les dugongs en vue de l'Année océanique du dugong Coordonner la diffusion des données de TREDS aux pays et territoires insulaires océaniques. Maintenir les réseaux sur les dugongs, les tortues marines, les cétacés et les requins et diffuser les informations pertinentes. Apporter un appui en vue de la traduction en langue locale des documents pertinents. Faciliter l'échange d'informations sur les dugongs en vue de l'Année océanique du dugong. 	Sous-total : 70 473 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			52 958	17 015	500
			Source de financement		
			Chine	550	
			Soutien au prog. NZAid XB	2 300	
			WPFMC	16 786	
			À identifier	42 340	
				8 497	
1.2.6.2 Capacité à recueillir des informations sur la conservation des espèces renforcée	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités en matière de collecte de données sur la conservation des espèces recensés et abordés. Appui fourni en vue du stockage et de la mise à jour des données sur la conservation des espèces. 	<ul style="list-style-type: none"> Mener des actions de formation sur l'application et le développement de TREDS. Distribuer les mises à jour logicielles et fournir une assistance informatique aux pays et territoires insulaires océaniques concernant l'utilisation de TREDS. 			
1.2.6.3 Suivi et évaluation des projets sur les espèces appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion et de conservation des espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer un modèle de suivi et d'évaluation en vue de la mise en œuvre des plans d'action régionaux sur les espèces marines. 			

Volet : 1.3 - Communautés, institutions, éducation et gestion des connaissances

Objectif : Donner aux communautés et institutions des pays et territoires insulaires océaniques la capacité, l'éducation et les connaissances nécessaires pour planifier et gérer leur développement écologiquement durable

Le Secrétariat continuera en 2011 de développer les capacités personnelles et institutionnelles en gestion et conservation de l'environnement. Ces efforts seront notamment axés sur l'exécution du projet de renforcement des capacités sur les AME financé par la CE, qui permettra de répondre à divers besoins prioritaires des Membres parties à des AME. Le Conseiller en matière de développement des capacités coordonnera ce projet tout en aidant les chargés de programmes à planifier, exécuter et suivre des projets et interventions spécifiques. Le Secrétariat aidera à la demande les Membres à évaluer et élaborer des plans stratégiques institutionnels comprenant des mécanismes de suivi et d'évaluation. Le soutien au développement des capacités en gestion du cycle des projets se poursuivra en collaboration avec les agents d'exécution du FEM et les autres organisations du CORP.

Les activités du PROE dans le domaine de l'éducation et de la communication continueront en 2011 d'encourager l'application stratégique et intégrée des outils pertinents pour susciter des changements aux niveaux personnel, communautaire et structurel/politique. Le marketing social jouera un rôle important dans ces activités, de même que le renforcement des capacités des médias et des autres éducateurs publics. Le développement de jeunes spécialistes de l'environnement et l'élaboration de programmes scolaires seront également une priorité en 2011. Les programmes de sensibilisation du public s'appuieront sur les enseignements tirés de l'Année océanique du changement climatique et de l'Année internationale de la diversité biologique.

L'amélioration de l'accès à des informations environnementales pertinentes et d'actualité reste une priorité importante. On continuera à cet égard de recenser et de recueillir des données nationales et régionales critiques et de les diffuser par le biais du site web du PROE et du centre d'échanges en ligne du Réseau océanien d'information sur l'environnement (PEIN) en faisant fond sur les relations développées dans le cadre de ce dernier. L'année 2011 sera axée sur le renforcement de l'accès aux informations sur les AME et le développement et la promotion d'un centre d'échanges, dans le but d'améliorer la circulation de l'information pour favoriser le respect des obligations nationales découlant de ces accords. Le recensement des besoins informationnels des pays, des mesures d'incitation et des processus connexes sera au cœur des ateliers nationaux de renforcement des capacités en gestion de l'information prévus dans 7 pays en 2011. Le CID du PROE collaborera étroitement avec les autres organisations du CORP pour renforcer un cadre régional de développement des capacités et de partage de l'information.

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 1.3.1 – Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés					
1.3.1.1 Besoins de capacités nationales recensés aux niveaux individuel et institutionnel et mesures de développement des capacités appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Identification des besoins de capacités sur les AME et mise en œuvre des mesures de développement des capacités prioritaires appuyées. Élaboration et mise en œuvre de plans stratégiques et de stratégies de développement des ressources humaines des services de l'environnement appuyées. 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner le projet de la CE de renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre des AME. Aider au moins 6 chargés de programmes du PROE à planifier, exécuter et suivre des activités de renforcement des capacités visant la mise en œuvre des AME. Aider au moins 2 Membres à mobiliser des ressources et identifier des partenaires en vue de la mise en œuvre des mesures prioritaires de développement des capacités sur les AME. Organiser des ateliers nationaux de formation sur l'intégration des AME pour les EFM, les Îles Marshall, Kiribati, Nauru et le Samoa. 	Sous-total : 180 709 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			121 023	59 687	0
Source de financement					
			AusAID XB Soutien au prog.	50 684 2 300	
			NZ AID XB PNUE	13 833 113 893	
1.3.1.2 Capacités de gestion de projets appuyées aux niveaux individuel et institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> Activités de développement des capacités en gestion de projets recensées, mises en œuvre et appuyées Réseaux de gestion de projets appuyés au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Apporter une assistance à 2 services de l'environnement en vue de la création ou de la révision et de la mise en œuvre de plans stratégiques institutionnels et de stratégies de développement des ressources humaines. Communiquer avec au moins 2 organismes donateurs pour promouvoir le développement des capacités en gestion de projets lors de la conception et de la mise en œuvre des projets. Communiquer avec 2 gouvernements nationaux et parties prenantes pour promouvoir et appuyer la création et le fonctionnement de réseaux de développement des capacités en gestion de projets. 			
1.3.1.3 Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et mise en œuvre appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et ressources financières recensées et obtenues 	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter l'affectation de bénévoles dans les pays qui en ont besoin. Recenser, promouvoir et appuyer au moins 4 détachements entre pays et stages dans le cadre de projets nationaux et régionaux. 			
Résultat 1.3.2 – Éducation et communication propices aux changements de comportements appuyés					
1.3.2.1 Intégration des questions d'environnement et de développement durable dans l'éducation formelle appuyée.	<ul style="list-style-type: none"> Conseils fournis en vue de l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires Conseils fournis sur l'élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires. Appui fourni en vue de l'inclusion des principes de l'Éducation au développement durable (EDD) dans les programmes nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Soutien et conseils fournis au jour le jour. Appuyer le concept d' « écoles vertes » dans les pays intéressés (lien avec le salon sur l'EE) Coordonner le salon régional sur l'éducation à l'environnement, devant présenter les travaux éducatifs sur l'environnement menés dans les écoles (lien avec l'Expo océanienne sur l'environnement) 	Sous-total : 113 929 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			46 474	67 455	0
Source de financement					
			Chine Soutien au prog.	20 000 2 300	
			NZ AID XB PNUE	46 674 22 666	
			Fondation pour les Nations Unies À identifier	14 500 7 789	

PROGRAMME 1

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US														
1.3.2.2 Activités et programmes d'éducation informelle sur l'environnement promus et appuyés	• Conseils fournis pour l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les activités d'éducation informelle	• Organiser un forum pour les jeunes spécialistes océaniques de l'environnement															
	• Appui fourni en vue de l'élaboration et de la diffusion de matériels éducatifs sur les principes de l'EDD	• Aider les pays et territoires insulaires océaniques à élaborer une stratégie de communication intégrée sur les problèmes d'environnement.															
1.3.2.3 Initiatives de communication élaborées et mises en œuvre	• Initiatives de sensibilisation aux questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires dans des cadres non formels élaborées et mises en œuvre	• Organiser une exposition océanique sur l'environnement devant coïncider avec la Conférence du PROE ou la réunion des dirigeants des pays membres du Forum															
	• Appui fourni pour développer les capacités d'éducation et de communication dans les pays et territoires insulaires océaniques	• Contribuer à l'élaboration et à l'application d'un mécanisme de suivi et d'évaluation de la campagne de l'Année océanique du dugong (2011).															
1.3.2.4 Campagnes régionales de sensibilisation appuyées	• Campagnes régionales élaborées et approuvées par le PROE	• Appuyer la sensibilisation aux dugongs en tant qu'espèce phare en matière de conservation															
	• Appui fourni en vue de la mise en œuvre des activités de la campagne	• Fournir un appui à la célébration de l'Année du dugong (2011), notamment à la réalisation d'un film/documentaire de sensibilisation.															
	• Appui fourni pour suivre, évaluer et rendre compte de la mise en œuvre de la campagne	• Élaborer et fournir un cadre de suivi à l'intention des pays • Créer une base de données sur les pays devant être actualisée tous les mois pour suivre les progrès des activités de sensibilisation															
Résultat 1.3.3 – Connaissances rassemblées et diffusées et accès aux informations environnementales appuyé																	
1.3.3.1 Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées	• Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées aux parties prenantes dans des formats appropriés	• Recenser et diffuser des informations importantes sur l'environnement dans des formats appropriés. CD-ROM des documents électroniques des pays et dernières publications imprimées du PROE distribués tous les six mois aux bibliothèques de dépôt du PROE dans les pays et territoires insulaires océaniques • Travaux de protection et de préservation du savoir traditionnel réalisés dans au moins 2 pays.	<p align="center">Sous-total : 55 296 \$</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td align="center">31 696</td> <td align="center">23 600</td> <td align="center">0</td> </tr> </tbody> </table> <p align="center">Source de financement</p> <table border="1"> <tbody> <tr> <td>Budget de base</td> <td align="right">18 063</td> </tr> <tr> <td>Soutien au prog.</td> <td align="right">2 300</td> </tr> <tr> <td>NZAID XB</td> <td align="right">13 833</td> </tr> <tr> <td>PNUE</td> <td align="right">21 100</td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	31 696	23 600	0	Budget de base	18 063	Soutien au prog.	2 300	NZAID XB	13 833	PNUE	21 100
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement														
31 696	23 600	0															
Budget de base	18 063																
Soutien au prog.	2 300																
NZAID XB	13 833																
PNUE	21 100																
• Produits d'information et ressources répondant aux besoins d'information des parties prenantes élaborés, diffusés et actualisés dans des formats appropriés	• Répertoires des profils de pays, Bibliothèques virtuelles sur l'environnement, Répertoire des enseignements du passé, Répertoire des stratégies et cadres régionaux et Recueil d'informations sur l'environnement (PEIN) actualisés et diffusés. • Portail des îles du Pacifique sur le milieu marin maintenu à jour. • Centre d'échanges en ligne et base de données sur les AME opérationnels et à jour.																

PROGRAMME 1

:

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US
1.3.3.2 Développement des Centres d'information et de documentation (CID) des pays et territoires insulaires océaniques appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités en gestion de l'information recensés dans les pays et territoires insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des ateliers d'information dans 7 pays ou territoires insulaires océaniques pour recenser les besoins et définir des mesures d'incitation et des processus de partage de l'information. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités organisées 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des formations dans les pays pour renforcer les capacités de gestion de l'information dans 7 pays ou territoires insulaires océaniques. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie pour identifier des sources de financement visant le développement de l'infrastructure d'appui à la gestion de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> Disséminer aux partenaires du PEIN, par le biais de sa liste de diffusion, des informations sur les sources de financement et l'assistance technique visant le développement de l'infrastructure d'appui à la gestion de l'information. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Conseils et appui techniques fournis pour développer l'infrastructure institutionnelle d'appui à la gestion de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> Conseiller les partenaires du PEIN sur les meilleures pratiques afin de développer l'infrastructure institutionnelle d'appui à la gestion de l'information. 	
1.3.3.3 Centre d'information et de documentation (CID) du PROE régulièrement mis à jour et services d'information fournis	<ul style="list-style-type: none"> Matériels d'information sur l'environnement régulièrement recensés, acquis et catalogués dans la bibliothèque du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser, acquérir et cataloguer des matériels d'information sur l'environnement et les rendre disponibles par le biais du CID. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Ajouts à la bibliothèque du PROE communiqués et disponibles aux parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> Publier sur Internet et distribuer par email des mises à jour régulières sur les nouveaux matériels d'information disponibles auprès du CID. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Site web du CID du PROE régulièrement actualisé 	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir le site web et la base de données du CID à jour. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Services de référence et de recherche fournis 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des services de référence et de recherche au personnel du PROE et aux partenaires régionaux. 	

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AusAID XB	222 162
	AusAID XXB	16 799
	Cons Int'l	21 123
	Budget de base	18 063
	France	83 390
	Soutien au prog.	32 850
	NZAID XB	563 409
	Ramsar	72 510
	TNC	75 150
	PNUE	144 946
	WPFMC	60 620
Frais de fonctionnement :	AusAID XB	65 612
	AusAID-ICCAI	180 000
	Chine	40 000
	Cons Int'l	191 100
	France	83 041
	OMI	74 750
	MacArthur	45 000
	NZAID XB	77 400
	Ramsar	18 699
	RRRC	46 220
	-	-
	Fondation pour les Nations Unies	14 500
	PNUE	879 368
	WPFMC	9 126
	À identifier	84 748
Frais d'investissement :	Cons Int'l	2 000
	OMI	500
	NZ XB	2 000
	FEM-PNUD	5 000
	WPFMC	500
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 045 837	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	84 748	

2. AVENIRS OCÉANIENS

Objectif : Pays et territoires insulaires océaniques à même de s'organiser et de faire face aux menaces et pressions sur les systèmes océaniques et insulaires

Contexte stratégique

Les programmes de travail annuels du PROE, y compris celui de 2010, ont été établis en accord avec les buts et objectifs du Plan d'action 2005-2009. Bien que le nouveau Plan stratégique 2011-2015 doive être examiné par la présente Conférence du PROE, le programme Avenirs océaniques a déjà aligné ses priorités pour 2011 sur celles de ce nouveau Plan stratégique. Le programme intensifiera ainsi l'appui apporté aux pays dans le domaine du changement climatique afin d'accroître les activités nationales et les prélèvements de fonds dans le cadre de la mise en œuvre du Projet océanique d'adaptation au changement climatique (PACC) et du Projet océanique de réduction des gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP). La gestion de la pollution et des déchets continuera d'être une priorité pour 2011 car la majorité des pays et territoires insulaires océaniques est consciente que ces problèmes contribuent fortement à la dégradation des écosystèmes et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable.

Bien que le changement climatique reste le plus grand risque pesant sur le développement durable et la pollution, les déchets et les produits chimiques dangereux continueront de menacer l'environnement, la vie et les modes de subsistance des pays et territoires insulaires océaniques tant qu'ils ne seront pas gérés de manière écologiquement viable. Le programme de travail continuera d'être guidé par les stratégies régionales. En ce qui concerne le changement climatique, la politique régionale est essentiellement régie par le Cadre océanique d'intervention sur les changements climatiques et les recommandations formulées dans le cadre de son examen à mi-parcours, qui sous-tendent le travail du Secrétariat concernant l'adaptation au changement climatique, l'atténuation, les processus de la CCNUCC et la gestion de l'information et du savoir. De même, la mise en œuvre en 2011 des recommandations de l'évaluation des services météorologiques de la région, ainsi que le transfert des fonctions de la SOPAC relatives au changement climatique, représenteront une part considérable des activités menées par le programme dans ce domaine.

Dans les domaines de la pollution et des déchets, la Stratégie régionale et le Plan d'action sur la gestion des déchets solides sont complétés par diverses stratégies sectorielles, par exemple sur la pollution marine et la réduction des POP. La deuxième phase quinquennale du projet du JICA de gestion des déchets

sera entamée en 2011 tandis que les nouvelles initiatives régionales de gestion des déchets solides gérées par l'AFD apporteront une assistance aux Membres dans ce domaine.

Les activités de surveillance et de gouvernance environnementales permettent de collecter des données de base et d'établir des rapports sur les modifications de l'environnement liées à des événements naturels ou au développement. Une bonne gouvernance sera assurée en 2011 grâce à l'instauration d'un climat favorable, à une approche coordonnée et intégrée de la gestion écosystémique et à l'intégration dans la prise de décision des options de réduction des risques liés à l'environnement et au changement climatique, avec le soutien conjoint des programmes Avenirs océaniques et Ecosystèmes insulaires.

Les agents suivants contribuent à la réalisation des objectifs de ce programme :

Netatua PELESIKOTI	Directeur du programme Avenirs océaniques
À pourvoir	Secrétaire du directeur du programme
David HAYNES	Conseiller en prévention de la pollution et gestion des déchets
Clark PETERU	Conseiller juridique sur l'environnement
Anthony TALOULI	Spécialiste de la pollution marine
Esther RICHARDS	Spécialiste des déchets solides
Espen RONNENBERG	Conseiller en changement climatique
À pourvoir	Conseiller en gestion des connaissances
Dean SOLOFA	Responsable du programme océanique du Système mondial d'observation du climat
Non financé	Spécialiste en météorologie/climatologie
Joe STANLEY	Conseiller chargé de l'assistance du FEM
À pourvoir	Responsable du PIGGAREP
Nixon KUA	Responsable de l'atténuation du changement climatique
À pourvoir	Spécialiste de l'adaptation au changement climatique
Taito NAKALEVU	Responsable du PACC
Peniamina LEAVAI	Chargé de projet - PACC
Meilani LUBUAG	Stagiaire chargé de la communication du PACC
À pourvoir	Conseiller en développement durable
Tepa SUAESI	Spécialiste de l'environnement
À pourvoir	Spécialiste en économie des ressources naturelles
Non financé	Chargé des études d'impact sur l'environnement
Non financé	Administrateur adjoint – SIG
Joyce TULUA	Assistante de programme

Volet : 2.1 - Changement climatique

Objectif : Améliorer la compréhension des pays et territoires insulaires océaniques à l'égard des questions liées au changement climatique, à la variabilité du climat et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités dans ces domaines

Le quatrième rapport du GIEC a montré que les effets du changement climatique augmentent le risque de catastrophe naturelle du fait de la modification de la météorologie et des dangers liés au climat, tels que les fortes pluies, les inondations, les sécheresses, les ondes de tempête, l'élévation du niveau de la mer et les cyclones. Qui plus est, tout indique que la majorité des impacts du changement climatique seront dus à la variabilité et aux extrêmes climatiques qui touchent actuellement la majorité des pays et territoires insulaires océaniques et continueront de le faire.

L'appui fourni par le PROE et le programme Avenirs océaniques aux pays et territoires insulaires océaniques devrait donc augmenter en 2011. La majorité de cet appui concernera la mise en œuvre du PACC et du PIGGAREP, les directeurs des services météorologiques régionaux, les recommandations de l'examen à mi-parcours du PIFACC et les partenariats avec d'autres initiatives régionales telles que les initiatives ICCAI et PASAP d'AusAID, le fonds de l'UE sur le changement climatique, le Programme pilote BASD-BM pour la résilience climatique (PPCR), le projet CPS-GTZ d'adaptation au changement climatique pour les ressources terrestres, etc.

Les activités prévues pour 2011 comprennent :

- La poursuite de la mise en œuvre du Projet océanique d'adaptation au changement climatique (PACC) et du Projet océanique de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP).
- Une assistance continue aux pays pour les aider à participer aux processus de la CCNUCC, aux Conférences des Parties et au Protocole de Kyoto, et à recenser des possibilités dans ce domaine.

- La promotion et la coordination des recommandations de l'examen à mi-parcours du PIFACC, devant faciliter le suivi et la mise en œuvre du PIFACC par le biais de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR) et la tenue d'une réunion de la Table ronde en 2011.
- Un appui en gestion de l'information et observation du climat à l'intention des services météorologiques régionaux, et l'organisation d'une réunion des directeurs des services météorologiques régionaux.
- Un soutien aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'intégration du changement climatique dans les politiques stratégiques et sectorielles et dans les processus de décision et de planification budgétaire.
- Le renforcement de la capacité des pays et territoires insulaires océaniques grâce à une évaluation systématique de leurs vulnérabilités, à la hiérarchisation des priorités en matière d'adaptation et à l'évaluation des possibilités de réduction des gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables et aux technologies propres.
- Des partenariats dans le cadre des principales initiatives régionales.

PROGRAMME 2

: AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.1.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le changement climatique appuyées					
2.1.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur les espèces	• Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder les points de l'ordre du jour prioritaires	• Réunions organisées avant les principales sessions de la CCNUCC et une session préparatoire organisée avant la 17e CdP	Sous-total : 283 981 \$		
	• Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci.	• Documents d'information devant être préparés et diffusés avant les principales sessions de la CCNUCC ; prises de position élaborées lors de ces sessions	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
	• Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée	• Des exposés de position sur les principaux points à l'ordre du jour de la CCNUCC seront préparés en cours d'année ainsi que des documents d'information pour les autres grandes réunions	116 894	167 087	0
	• Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions.	• Appui technique fourni pour les grandes réunions ; appui supplémentaire en matière de communication et d'administration pendant la 17e CdP	Source de financement		
			AusAID XB AusAID XXB Soutien au prog. NZAID XB CAD SUISSE PNUF	145 650 40 000 2 113 12 998 72 000 11 220	
2.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur le changement climatique	• Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations.	• Répondre aux demandes de soutien aux deuxièmes communications nationales de la CCNUCC et organiser un atelier de formation en la matière			
	• Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations.	• Appui fourni à la demande ; un atelier de formation en négociation organisé			
	• Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux	• Participer à toutes les grandes réunions de la CCNUCC pour défendre les intérêts des pays insulaires océaniques et élaborer des supports médiatiques selon les besoins			
	• Étude régionale sur l'économie du changement climatique réalisée et rapport diffusé à tous les correspondants des pays insulaires océaniques en matière de changement climatique	• Participer à l'étude régionale économique sur le changement climatique dans au moins un pays insulaire océanique			
2.1.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur le changement climatique	• Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques	• Fournir à la demande une assistance juridique aux pays insulaires océaniques sur tout nouvel instrument de la CCNUCC			
	• Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales	• Fournir un appui en vue de la mise en œuvre des obligations découlant du MDP ou des fonds d'adaptation			
	• Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé	• Mettre à jour le portail du PROE sur le changement climatique			

PROGRAMME 2

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US							
2.1.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Utiliser les sessions de la CCNUCC pour solliciter et identifier des sources de financement pour les activités portant sur le changement climatique et communiquer avec les donateurs actuels 								
	<ul style="list-style-type: none"> Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational 	<ul style="list-style-type: none"> Donner suite aux conclusions concernant le mécanisme régional de financement du changement climatique adoptées lors de la Table ronde de 2009 								
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer, à la demande, à l'élaboration des propositions 								
2.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur le changement climatique appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives sur le changement climatique recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées 	<ul style="list-style-type: none"> Réviser et préparer des rapports réguliers concernant les activités sur le changement climatique relevant du Plan Pacifique 								
	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives régionales recensées dans le Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques élaborées et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des propositions dans les domaines lacunaires recensés par la PCCR 								
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre des activités nationales recensées par le PIFACC 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer, à la demande, à l'élaboration des propositions 								
2.1.2 — Adaptation aux effets néfastes du changement climatique appuyée										
2.1.2.1 Élaboration et mise en œuvre de mesures d'adaptation appuyées à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'évaluation sur la vulnérabilité et l'adaptation achevés et disponibles aux fins de planification de l'adaptation Stratégie régionale de communication du PACC achevée et mise à la disposition des pays participant au projet 	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser, dans le cadre du PACC, une évaluation de la vulnérabilité et des impacts socioéconomiques et une analyse coûts-avantages ou coûts-efficacité du site de démonstration pilote (milieux côtiers, sécurité alimentaire et eau). Recenser les options en matière d'adaptation et évaluer les mesures dans ce domaine. Planification et évaluation des options en matière d'adaptation réalisées à partir des évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation sur les sites pilotes. Actions prioritaires recensées et mise en œuvre élaborée Finaliser la stratégie régionale de communication du PACC et fournir un appui en la matière aux pays (fondé sur la stratégie régionale de communication) 	Sous-total : 1 525 938 \$							
			<table border="1"> <thead> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">207 923</td> <td style="text-align: center;">1 218 015</td> <td style="text-align: center;">100 000</td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	207 923	1 218 015	100 000	
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement					
			207 923	1 218 015	100 000					
Source de financement										
<table border="1"> <tbody> <tr> <td>AusAID XB</td> <td style="text-align: right;">80 738</td> </tr> <tr> <td>AusAID XXB</td> <td style="text-align: right;">59 315</td> </tr> <tr> <td>Soutien au prog.</td> <td style="text-align: right;">2 113</td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUD</td> <td style="text-align: right;">1 368 772</td> </tr> <tr> <td>UNITAR</td> <td style="text-align: right;">15 000</td> </tr> </tbody> </table>	AusAID XB	80 738	AusAID XXB	59 315	Soutien au prog.	2 113	FEM-PNUD	1 368 772	UNITAR	15 000
AusAID XB	80 738									
AusAID XXB	59 315									
Soutien au prog.	2 113									
FEM-PNUD	1 368 772									
UNITAR	15 000									

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US							
2.1.2.2 Recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour faciliter le recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à élaborer leurs directives de démonstration concernant les sites pilotes Aider les pays à réaliser l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation des sites pilotes. 								
2.1.2.3 Collecte de données et recensement des savoirs traditionnels appuyés pour soutenir la conception et la mise en œuvre des mesures d'adaptation	<ul style="list-style-type: none"> Sources de données et savoirs traditionnels permettant de mieux comprendre le changement climatique recensées 	<ul style="list-style-type: none"> Documenter les connaissances et les données sur le savoir traditionnel par le biais du portail sur le changement climatique afin d'améliorer la compréhension des risques associés et des options en matière d'adaptation. 								
	<ul style="list-style-type: none"> Conseils fournis sur la meilleure façon d'intégrer les données et les savoirs traditionnels dans la conception et la mise en œuvre du projet d'adaptation 	<ul style="list-style-type: none"> Déterminer comment le savoir traditionnel et les données peuvent être intégrés dans les interventions d'adaptation. 								
2.1.2.4 Intégration des mesures d'adaptation aux stratégies de développement durable promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Meilleures pratiques et retours d'expérience des activités d'adaptation intégrés dans les stratégies de développement durable 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des procédures de suivi et d'évaluation pour les nouveaux projets en se fondant sur les leçons tirées du PACC. 								
Résultat 2.1.3 – Renforcement de la gouvernance sur le changement climatique appuyé										
2.1.3.1 Intégration du changement climatique dans les politiques nationales, les processus de planification et de décision à tous les niveaux promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Processus décisionnels optimaux permettant une meilleure allocation des ressources au niveau national élaborés et diffusés 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à élaborer des directives sur les meilleures pratiques ainsi que des processus visant à intégrer le changement climatique dans la planification du développement et les processus budgétaires et à élaborer une politique intégrée sur le changement climatique en partenariat avec le PASAP. 	<p align="center">Sous-total : 386 029 \$</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td align="center">104 529</td> <td align="center">281 500</td> <td align="center">0</td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	104 529	281 500	0	
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement							
	104 529	281 500	0							
<ul style="list-style-type: none"> Directives permettant une meilleure adoption des processus de gestion des risques élaborées et diffusées Initiatives de développement des capacités améliorant l'intégration du changement climatique dans les stratégies de développement durable recensées et abordées 	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'élaboration, l'actualisation et la diffusion de directives visant l'intégration du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes dans la planification nationale. 	Source de financement								
<ul style="list-style-type: none"> Guide sur l'intégration élaboré et mis à la disposition des pays participant au PACC. Au moins trois pays participant au PACC exécutent des activités d'intégration aux niveaux national ou sectoriel. 	<ul style="list-style-type: none"> Examiner, dans le cadre du PACC, les approches d'intégration existantes, y compris les expériences océaniques et l'élaboration d'un premier guide en la matière. Application et mise à l'essai de la méthodologie d'intégration et de formation dans le cadre d'ateliers nationaux pilotes. 	<table border="1"> <tbody> <tr> <td>AusAID XB</td> <td align="right">29 484</td> </tr> <tr> <td>Soutien au prog.</td> <td align="right">2 113</td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUD</td> <td align="right">299 432</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td align="right">55 000</td> </tr> </tbody> </table>	AusAID XB	29 484	Soutien au prog.	2 113	FEM-PNUD	299 432	À identifier	55 000
AusAID XB	29 484									
Soutien au prog.	2 113									
FEM-PNUD	299 432									
À identifier	55 000									

PROGRAMME 2

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US																											
2.1.3.2 Partenariats renforcés entre les organismes publics, le secteur privé, la société civile, la collectivité et les autres parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> Liens entre les organisations recueillant des données sur le changement climatique recensés Approches régionales de gestion du changement climatique élaborées et mise en œuvre appuyée par la PCCR Soutien consultatif du groupe d'experts régionaux (comprenant les représentants du CORP) pour aider les 13 pays participant au PACC. 	<ul style="list-style-type: none"> Utiliser la PCCR pour recueillir des informations sur les activités menées par les organisations et les diffuser sur le portail du PROE sur le changement climatique. Apporter un soutien au groupe consultatif d'experts régionaux afin de fournir un appui technique (vulnérabilité et adaptation, intégration, économie sociale) aux pays Apporter un appui aux pays afin de lancer le processus d'intégration et convenir de la voie à suivre Fournir un appui technique à la planification et à l'évaluation de l'adaptation dans les trois secteurs du PACC pour les démonstrations pilotes. 																												
Résultat 2.1.4 – Collecte d'informations techniques sur le changement climatique et accès à ces informations facilités																														
2.1.4.1 Suivi des systèmes météorologiques et climatiques océaniques appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'exécution des Plans de mise en œuvre des services météorologiques et climatiques nationaux et régionaux Mise en œuvre du Plan d'action stratégique pour les services météorologiques et climatiques appuyée Exécution du plan de mise en œuvre du SMOC-IP appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la coordination de la formation théorique OMM-NOAA pour au moins 3 pays ou territoires insulaires océaniques. Poursuivre la mise en œuvre du programme de travail annuel du projet conjoint entre le PROE et l'Institut météorologique finlandais (IMF), et notamment l'organisation de la 3^e formation régionale sur les systèmes de gestion de la qualité concernant les normes d'exploitation de l'aviation, achever l'étude socioéconomique et lancer le plan stratégique régional pour la météorologie avec l'aval des directeurs des services météorologiques régionaux et du Conseil du PROE. Planifier et organiser la 14^e réunion des directeurs des services météorologiques régionaux aux Îles Marshall et coordonner avec la CPS une réunion conjointe des responsables nationaux de la gestion des catastrophes. Coordonner avec l'OMM et la CPS la révision et la mise en œuvre des résultats de la réunion conjointe des directeurs des services météorologiques régionaux et des responsables nationaux de la gestion des catastrophes organisée en 2011. Poursuivre la mise en œuvre des projets SMOC-IP et coordonner les rapports au SMOC, à l'OMM et aux Membres du PROE. Solliciter des ressources en vue de l'organisation d'une réunion du comité directeur du SMOC-IP devant réviser ses plans d'action et de mise en œuvre. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total : 482 362 \$</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">106 109</td> <td style="text-align: center;">375 253</td> <td style="text-align: center;">1 000</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AusAID XB</td> <td style="text-align: right;">17 066</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Inst. météo. finl.</td> <td style="text-align: right;">139 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Soutien au prog. NOAA</td> <td style="text-align: right;">2 113</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">À identifier</td> <td style="text-align: right;">163 780</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">160 403</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total : 482 362 \$			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	106 109	375 253	1 000	Source de financement			AusAID XB	17 066		Inst. météo. finl.	139 000		Soutien au prog. NOAA	2 113		À identifier	163 780			160 403	
Sous-total : 482 362 \$																														
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																												
106 109	375 253	1 000																												
Source de financement																														
AusAID XB	17 066																													
Inst. météo. finl.	139 000																													
Soutien au prog. NOAA	2 113																													
À identifier	163 780																													
	160 403																													

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US												
2.1.4.2 Intégration des ensembles de données techniques sur le climat dans les autres ensembles de données environnementales, sociales et économiques et dans les savoirs traditionnels appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Principaux ensembles de données nationales et régionales sur le niveau de la mer, le changement climatique et la variabilité du climat contribuant à la planification appliquée identifiés, acquis et actualisés Principaux ensembles de données complémentaires identifiés, acquis et actualisés Centre régional d'échange sur le changement climatique créé et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à un partenariat PaCIS avec le Centre Orient-Occident et le Centre IDEA de la NOAA pour acquérir des sources d'information pertinentes et les mettre en ligne. Poursuivre les partenariats avec les projets du SMOO-IP et du HYCOS-IP sur des activités d'observation conjointes. Poursuivre les partenariats avec le SMOC des États-Unis en vue de l'élaboration, de l'utilisation et la maintenance du serveur du SMOC-IP hébergeant les sites des SMN des pays et territoires insulaires océaniques. Travailler avec le groupe de travail de la Table ronde sur le changement climatique à la finalisation et au lancement du portail sur le changement climatique. 													
2.1.4.3 Élaboration et mise en œuvre de cadres analytiques améliorés de modélisation du climat appuyés	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la mise en œuvre de modèles et de cadres analytiques aux niveaux national et régional Documentation préparée et diffusée sur le changement climatique, la variabilité du climat, l'élévation du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques extrêmes 	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter à la demande l'accès aux ressources ou la fourniture directe d'assistance technique à l'intention des pays et territoires insulaires océaniques. Établir des partenariats avec le GIEC et d'autres institutions scientifiques en vue de l'élaboration et de l'utilisation de modèles sur le climat et les sciences climatiques. Collecter et obtenir ces informations avec l'assistance des pays et territoires insulaires océaniques et des institutions partenaires. 													
Résultat 2.1.5 – Capacité d'éducation et de communication renforcée pour appuyer les mesures portant sur le changement climatique															
2.1.5.1 Besoins de développement des capacités d'éducation et de communication recensés et pris en compte	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales recensés pour améliorer la compréhension et renforcer les ripostes au changement climatique Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre Plan sur les communications nationales disponibles et mis en œuvre par les pays. 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des rapports ANCR et des PANA réalisée et rapports préparés en vue d'un projet relevant de l'article 6 de la CCNUCC. Rapport de développement des capacités examiné par la PCCR et propositions préparées. Aider les pays à élaborer un plan national de communication et de sensibilisation (inspiré de la stratégie régionale de communication du PACC). 	<p align="center">Sous-total : 192 686 \$</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="1558 833 1680 898">Frais de personnel</th> <th data-bbox="1680 833 1801 898">Frais de fonctionnement</th> <th data-bbox="1801 833 1927 898">Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td align="center" data-bbox="1558 898 1680 930">96 899</td> <td align="center" data-bbox="1680 898 1801 930">95 787</td> <td align="center" data-bbox="1801 898 1927 930">0</td> </tr> </tbody> </table> <p align="center">Source de financement</p>			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	96 899	95 787	0				
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement													
96 899	95 787	0													
2.1.5.2 Initiatives de communication sur le changement climatique encourageant la modification des comportements appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication sur le changement climatique appuyées Initiatives régionales de communication sur le changement climatique recensées et élaborées et mise en œuvre appuyée Élaboration et mise en œuvre d'initiatives nationales de communication sur le changement climatique appuyées Au moins 3 pays recevant une assistance en vue de l'élaboration de supports de communication spécifiques à leur situation dans le cadre du PACC. 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie du PROE de communication sur le changement climatique élaborée. Initiative de communication régionale devant donner suite à la campagne de l'Année du changement climatique (2009) Propositions recensées par le biais de la PCCR et financement sollicité. Modèle de stratégies nationales de communication élaboré et diffusé. Aider les pays à élaborer des matériels d'éducation et de communication spécifiques à leur situation. 	<table border="1"> <tbody> <tr> <td data-bbox="1558 995 1753 1011">AusAID XB</td> <td data-bbox="1753 995 1927 1011">17 066</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1558 1011 1753 1027">AusAID XXB</td> <td data-bbox="1753 1011 1927 1027">106 235</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1558 1027 1753 1044">Soutien au prog.</td> <td data-bbox="1753 1027 1927 1044">2 113</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1558 1044 1753 1060">NZAID XB</td> <td data-bbox="1753 1044 1927 1060">26 485</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1558 1060 1753 1076">CAD SUISSE</td> <td data-bbox="1753 1060 1927 1076">40 787</td> </tr> </tbody> </table>			AusAID XB	17 066	AusAID XXB	106 235	Soutien au prog.	2 113	NZAID XB	26 485	CAD SUISSE	40 787
AusAID XB	17 066														
AusAID XXB	106 235														
Soutien au prog.	2 113														
NZAID XB	26 485														
CAD SUISSE	40 787														

PROGRAMME 2

: AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US			
Résultat 2.1.6 – Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre appuyée						
2.1.6.1 Mise en œuvre des énergies renouvelables et technologies à fort rendement énergétique promues et appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'études de faisabilité achevées, y compris les études d'évaluation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser des évaluations des ressources solaires, hydriques et éoliennes, de la biomasse et des biocombustibles Réaliser des études de faisabilité des sites identifiés par les évaluations des ressources comme présentant un potentiel 	Sous-total : 1 412 196 \$			
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'activités d'information et de sensibilisation menées à bien. Nombre de meilleures pratiques et de leçons apprises documentées et disséminées 	<ul style="list-style-type: none"> Produire des documentaires télévisés sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les énergies renouvelables et le rendement énergétique, et appuyer les programmes nationaux de sensibilisation Examiner et évaluer les projets sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique et disséminer les meilleures pratiques et les leçons apprises 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			206 969	1 205 927	0	
	Source de financement					
			AusAID XB	17 066		
			JICA	120 000		
			Soutien au prog. FEM-PNUD	2 113		
		PNUF	1 204 449			
			69 268			
2.1.6.2 Élaboration d'initiatives du Mécanisme pour un développement propre (MDP) appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'autorités nationales désignées créées et de projets du MDP proposés dans le cadre du mécanisme international de compensation des émissions de carbone 	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser des activités de sensibilisation et de renforcement des compétences sur le MDP 				
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'inventaires de GES et d'évaluations des besoins technologiques réalisés. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à dresser leur inventaire de gaz à effet de serre et produire une synthèse régionale des inventaires nationaux dans la deuxième communication nationale. 				
	<ul style="list-style-type: none"> Scénarios de référence et options d'atténuation pour les pays insulaires océaniques dans leurs deuxièmes communications nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires océaniques à élaborer des scénarios de référence et d'atténuation 				

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.1.7 – Partenariats et coopération visant une meilleure gestion du changement climatique appuyés					
2.1.7.1 Renforcement des partenariats régionaux et internationaux visant les questions liées au changement climatique promu et appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration de projets conjoints sur le changement climatique faisant intervenir les organisations internationales, les établissements d'éducation et de recherche et les pays et territoires insulaires océaniques 	<ul style="list-style-type: none"> Recensement des lacunes par la PCCR et élaboration de propositions avec les organisations du CORP ; élaboration d'ateliers de rédaction avec le SEI et le GIEC ; collaboration avec le Centre de la communauté caraïbe sur le changement climatique (5C), le Consortium des universités des PEID, <i>Many Strong Voices</i> et d'autres initiatives et organisations sur le changement climatique. 	Sous-total : 204 786 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Réseau d'équipes et de professionnels sur le changement climatique constitué. 	<ul style="list-style-type: none"> Constituer un réseau par le biais du portail du PROE sur le changement climatique 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
	<ul style="list-style-type: none"> Participation du secteur privé régional et international aux initiatives nationales sur le changement climatique appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> Chambres de commerce des pays insulaires océaniques sensibilisées et liens recherchés. 	70 414	134 372	0
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la mise en œuvre du programme de travail de Nairobi sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation. 	<ul style="list-style-type: none"> Participation continue au programme de travail de Nairobi à l'appui des pays insulaires océaniques. 	Source de financement		
2.1.7.2 Approches régionales concernant la gestion des questions liées au changement climatique élaborées et promues	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la tenue régulière des réunions de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un soutien à la Table ronde en 2011 	AusAID XB 17 066 AusAID XXB 185 607 Soutien au prog. 2 113		
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'actualisation de la grille régionale sur le changement climatique et de sa soumission aux réunions de la Table ronde. 	<ul style="list-style-type: none"> Saisir les données et informations recueillies auprès des Membres et des organisations pertinentes. 			
2.1.7.3 Financement identifié et mobilisé pour aborder les questions liées au changement climatique.	<ul style="list-style-type: none"> Sources de financement recensées pour faciliter la gestion des questions liées au changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Collaboration avec les partenaires donateurs dans le contexte des sessions de la CCNUCC et de la PCCR ainsi qu'avec le comité directeur de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable ; analyse et recueil de données sur les sources de financement existantes et prévues diffusés par le biais du portail du PROE sur le changement climatique. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la préparation de demandes de financement au niveau national 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des propositions à la demande et en partenariat avec les pays insulaires océaniques et le CORP. 			

Volet : 2.2 - Prévention de la pollution et gestion des déchets

Objectif : Améliorer les capacités des pays et territoires insulaires océaniques à gérer les questions liées à la pollution et aux déchets

La lutte contre la pollution et la gestion des déchets représentent un important facteur de développement pour les pays et territoires insulaires océaniques, dont la majorité utilise de plus en plus de produits non biodégradables. La gestion des déchets liés à la dépendance croissante à l'égard de ces produits est entravée par les capacités technologiques et financières limitées de la région Pacifique. Les cours d'eau et les zones côtières des pays et territoires insulaires océaniques continuent ainsi d'être contaminés par des déchets polluants produits localement ou provenant d'autres pays. La pollution de la mer d'origine terrestre et maritime (navires) représente un problème important pour les espèces marines migratoires et les écosystèmes marins et dulcicoles de la région.

Les quantités et types de déchets produits dans la région continuent de croître d'année en année et exercent une pression croissante sur les systèmes sous-équipés et sous-développés de la région. De nombreux gouvernements de la région ne placent toujours pas la gestion des déchets au rang de leurs priorités, comme en atteste leur rôle de second plan dans les stratégies de développement. Et même lorsque cela est le cas, l'attention dont elle bénéficie en termes de financement et d'effectifs reste souvent insuffisante.

Bien que la quasi-totalité des pays et territoires dispose désormais de stratégies et de plans de gestion des déchets, leur mise en œuvre est loin d'être satisfaisante du fait de leurs capacités, de leurs moyens financiers et de leur sensibilisation limités et d'un accès restreint à des méthodes appropriées et économiques de minimisation de la pollution et des déchets. Qui plus est, ces stratégies et plans n'ont généralement pas été modifiés ni actualisés pour tenir compte de l'évolution des déchets auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés ni des méthodes appropriées concernant leur gestion.

L'absence de législation appropriée régissant la gestion des déchets reste un obstacle important pour la région mais les travaux dans ce domaine se poursuivent. L'absence de contrôles adéquats sur les produits chimiques importés dans la région et la pénurie des moyens de gestion des divers polluants, y compris les déchets dangereux, l'élimination des huiles usagées et les interventions en cas de déversements d'hydrocarbures, constituent une réelle préoccupation pour les Membres insulaires océaniques.

Le PROE continuera en 2011 d'aider les pays à lutter contre la pollution, les produits chimiques dangereux et les déchets en leur fournissant des conseils et un appui techniques. Les services fournis par le PROE évoluent avec le temps et en fonction des problèmes à traiter et s'orientent progressivement vers l'exécution d'activités nationales dans le cadre d'accords bilatéraux. Dans certains cas, comme celui de l'élimination des déchets dangereux et du nettoyage des marées noires, le PROE intervient directement dans l'exécution des activités, en raison de leur complexité technique et logistique.

Le travail mené dans ce cadre en 2011 continuera d'être axé sur la gestion et la prévention de la pollution dans l'ensemble du Pacifique. Les initiatives seront en grande partie déterminées par les stratégies et priorités régionales adoptées par les Membres du PROE, telles que la Stratégie régionale sur les déchets solides, la révision du PACPOL et la Stratégie sur les espèces marines envahissantes (SRIMP-PAC).

Les activités prévues pour 2011 comprennent :

- Un appui continu à la mise en œuvre de la Stratégie de gestion des déchets solides pour la région Pacifique, du PACPOL et de la stratégie SRIMP-PAC.
- La fourniture d'un appui aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration de politiques et de stratégies nationales de gestion des produits chimiques et autres matières dangereuses.
- La fourniture de mécanismes essentiels au renforcement des capacités nationales nécessaires pour aborder la question des déchets au niveau national.
- La facilitation de la mise en œuvre des stratégies nationales par le biais d'une assistance technique et de la mobilisation de ressources grâce à une collaboration avec des partenaires tels que le JICA et l'AFD.
- Un soutien continu aux pays élaborant des stratégies de gestion des déchets dangereux dans le cadre de leurs obligations au titre de conventions internationales et régionales.
- Une assistance aux pays en vue de l'intégration des stratégies sur les déchets, des plans de développement et des obligations internationales en la matière.

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US														
Résultat 2.2.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur la pollution et les déchets appuyées																	
2.2.1.1 Participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur la pollution et les déchets appuyée	• Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée	• Fournir des conseils et un appui techniques en vue de la préparation de notes d'information sur les positions et stratégies régionales.	Sous-total : 121 457 \$														
	• Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour	• Fournir un appui technique et logistique à l'organisation de consultations préalables aux grandes réunions sur les déchets afin d'aborder la portée des points à l'ordre du jour.	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement												
	• Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci.	• Fournir des conseils et un appui techniques à l'organisation de consultations préalables pour définir des positions et stratégies régionales concernant les points à l'ordre du jour et les communiquer aux pays insulaires océaniques lors des réunions internationales et régionales sur les déchets.	48 230	77 227	0												
Source de financement																	
<table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 70%;">AusAID XB</td> <td style="width: 30%; text-align: right;">37 778</td> </tr> <tr> <td>FAO</td> <td style="text-align: right;">7 500</td> </tr> <tr> <td>Soutien au prog.</td> <td style="text-align: right;">2 113</td> </tr> <tr> <td>NZAID XB</td> <td style="text-align: right;">25 946</td> </tr> <tr> <td>Parties à la Convention PNUÉ</td> <td style="text-align: right;">30 000</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td style="text-align: right;">12 000</td> </tr> </table>						AusAID XB	37 778	FAO	7 500	Soutien au prog.	2 113	NZAID XB	25 946	Parties à la Convention PNUÉ	30 000	À identifier	12 000
AusAID XB	37 778																
FAO	7 500																
Soutien au prog.	2 113																
NZAID XB	25 946																
Parties à la Convention PNUÉ	30 000																
À identifier	12 000																
2.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets	• Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations.	• Fournir un appui technique en vue de l'élaboration d'initiatives de développement des capacités dans 2 pays insulaires océaniques pour les aider à s'acquitter de leurs obligations découlant d'accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets.															
	• Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations.	• Fournir des conseils et un appui techniques à au moins 2 pays pour les aider à s'acquitter de leurs obligations découlant d'accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets.															
	• Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux	• Représenter les intérêts de la région en promouvant les positions nationales et régionales auprès des organes régionaux et internationaux. • Voir activités du résultat 1.2.4.4															
2.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur la pollution et les déchets	• Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques	• Fournir des conseils et un appui technique aux pays insulaires océaniques pour les aider à ratifier des accords internationaux et régionaux.															
	• Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales	• Fournir des conseils et un appui techniques à au moins un pays en vue de l'élaboration de lois promouvant le respect des obligations régionales et internationales.															
	• Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales mis à jour et appuyé	• Fournir un appui technique à la mise à jour du site web juridique du PROE.															

PROGRAMME 2

: AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
2.2.1.4 Ressources financières pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales sur la pollution et les déchets identifiées et mobilisées	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Répertorier les sources de financement susceptibles d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique à l'élaboration de propositions portant sur des projets multinationaux coordonnés à l'échelon régional. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux. 			
Résultat 2.2.2 – Gestion des substances dangereuses appuyée					
2.2.2.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux sur la gestion des substances dangereuses promue et appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies nationales sur les substances dangereuses 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration de stratégies nationales sur les déchets dans 3 pays en participant à la rédaction de stratégies sur les substances dangereuses et nocives y compris de plans de projets de mise en œuvre. 	Sous-total : 142 166 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques et informations fournis pour faciliter l'élaboration, l'application et le respect de lois sur les substances dangereuses. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils techniques et des informations à 3 pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration et de l'application de lois sur les substances dangereuses. 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			85 701	55 465	1 000
			Source de financement		
2.2.2.2 Collecte et élimination des substances dangereuses dans les pays insulaires océaniques appuyées.	<ul style="list-style-type: none"> Substances dangereuses devant être éliminées des pays insulaires océaniques identifiées. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider à la demande les pays insulaires océaniques à élaborer des inventaires nationaux des substances dangereuses. 	AusAID XB 90 048 France 10 000 FAO 7 500 Soutien au prog. 1 962 NZAID XB 23 810 Taiwan-République de Chine 8 000 À identifier 845		
	<ul style="list-style-type: none"> Partenaires identifiés pour participer à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniques. 	<ul style="list-style-type: none"> Répertorier les donateurs et les partenaires susceptibles de participer à l'élimination des substances dangereuses de la région. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniques. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élimination des substances dangereuses de la région, notamment : formation technique sur l'identification, la manutention, le conditionnement et le stockage des substances dangereuses et assistance aux pays insulaires océaniques en vue de la préparation de documents sur les mouvements transfrontières. 			
2.2.2.3 Directives sur la bonne gestion des substances dangereuses élaborées, diffusées et actualisées.	<ul style="list-style-type: none"> Substances dangereuses présentant une menace importante pour les pays et territoires insulaires océaniques recensées. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider, à la demande, les pays insulaires océaniques à élaborer des inventaires nationaux de substances dangereuses représentant de graves menaces. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses dans le Contexte océanique élaborées et diffusées. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des directives régionales concernant la bonne gestion des substances dangereuses et l'élaboration d'une stratégie sur les substances dangereuses et nocives. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la mise en œuvre des directives à l'échelon national 	<ul style="list-style-type: none"> Aider quatre pays à intégrer les directives dans leurs stratégies nationales sur les substances dangereuses et nocives. 			

PROGRAMME 2

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US																													
2.2.2.4 Développement des capacités nationales en gestion des substances dangereuses appuyé	• Besoins de développement des capacités nationales en gestion des substances dangereuses recensés	• Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités nationales de gestion des substances dangereuses.																														
	• Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre	• Fournir un appui technique en vue d'élaborer des initiatives de développement des capacités nationales de gestion des substances dangereuses.																														
2.2.2.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de gestion des substances dangereuses appuyée	• Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion des substances dangereuses dans les pays insulaires océaniques.	• Répertorier les donateurs et les partenaires susceptibles d'appuyer la gestion des substances dangereuses.																														
	• Appui fourni en vue de la préparation de demandes de financement au niveau national	• Fournir un appui technique à l'élaboration de demandes de financement de projets nationaux.																														
2.2.2.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion des substances dangereuses appuyées.	• Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion des substances dangereuses recensés et abordés aux échelons national et régional.	• Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités de communication pour renforcer la gestion des substances dangereuses.																														
	• Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion des substances dangereuses	• Fournir un appui technique à l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de communication visant la gestion des substances dangereuses.																														
2.2.2.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion des substances dangereuses appuyées.	• Données et informations sur les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses recensées, acquises et diffusées.	• Fournir un appui technique à l'identification, l'acquisition et la diffusion de données et d'informations sur la gestion des substances dangereuses.																														
	• Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées.	• Élaborer des directives régionales sur la bonne utilisation des données et informations pour appuyer le processus décisionnel à l'échelon national.																														
	• Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des substances dangereuses.	• Fournir un appui technique en vue de la conception de processus nationaux de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des substances dangereuses.																														
Résultat 2.2.3 – Gestion des déchets solides appuyée																																
2.2.3.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux sur la gestion des déchets solides promue et appuyée	• Appui fourni pour élaborer, finaliser ou examiner des stratégies et plans d'action nationaux en matière de gestion des déchets solides	• Fournir un appui à deux pays ou territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration, de la finalisation ou de l'examen de leurs stratégies et plans d'actions en matière de gestion des déchets solides		Sous-total : 399 192 \$																												
	• Appui fourni à au moins un pays ou territoire insulaire océanique en vue de l'élaboration ou de l'examen de la législation sur la gestion des déchets solides	• Appui fourni à un pays ou territoire insulaire océanique en vue de l'élaboration ou de l'examen de la législation sur la gestion des déchets solides		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="background-color: #d9ead3;">Frais de personnel</th> <th style="background-color: #d9ead3;">Frais de fonctionnement</th> <th style="background-color: #d9ead3;">Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">144 872</td> <td style="text-align: center;">253 320</td> <td style="text-align: center;">1 000</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">AusAID XB</td> <td style="text-align: right;">26 436</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Chine</td> <td style="text-align: right;">20 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">France</td> <td style="text-align: right;">120 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">JICA</td> <td style="text-align: right;">50 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Soutien au prog.</td> <td style="text-align: right;">1 962</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">NZ AID XB</td> <td style="text-align: right;">116 474</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">À identifier</td> <td style="text-align: right;">64 320</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	144 872	253 320	1 000	Source de financement			AusAID XB	26 436		Chine	20 000		France	120 000		JICA	50 000		Soutien au prog.	1 962		NZ AID XB	116 474		À identifier
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																														
144 872	253 320	1 000																														
Source de financement																																
AusAID XB	26 436																															
Chine	20 000																															
France	120 000																															
JICA	50 000																															
Soutien au prog.	1 962																															
NZ AID XB	116 474																															
À identifier	64 320																															

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
2.2.3.2 Élaboration et application de directives et de programmes de minimisation des déchets solides appuyés.	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie type sur les déchets solides utilisant la formule des 4er (responsabiliser, réduire, réutiliser, recycler) élaborée et diffusée Un nouveau partenariat formé avec une organisation régionale ou internationale 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et diffuser une stratégie type sur les déchets solides utilisant la formule des 4er Établir des partenariats avec d'autres organisations régionales et internationales pour mener des projets de gestion des déchets 	
2.2.3.3 Élaboration et mise en œuvre de technologies et de processus pour optimiser l'élimination des déchets solides promues.	<ul style="list-style-type: none"> Directives régionales sur l'élimination des déchets et le suivi environnemental des installations d'élimination élaborées Assistance fournie pour améliorer les services de collecte des déchets Assistance fournie pour améliorer l'élimination des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de directives régionales sur l'élimination des déchets et le suivi environnemental des installations d'élimination Fournir à la demande une assistance pour améliorer les services de collecte des déchets Fournir à la demande d'une assistance pour améliorer les installations et pratiques d'élimination des déchets 	
2.2.3.4 Développement des capacités nationales en gestion des déchets solides appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> Capacités requises en matière de gestion des déchets solides évaluées dans trois pays ou territoires insulaires océaniques Besoins de formation et priorités en matière de gestion des déchets solides recensés au niveau sous-régional ou régional Un atelier régional de formation sur la gestion des déchets solides organisé Appui fourni aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'organisation de formations nationales en gestion des déchets solides 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer les déficits de capacités en gestion des déchets solides dans trois pays ou territoires insulaires océaniques Recenser les besoins de formation et priorités en matière de gestion des déchets solides au niveau sous-régional ou régional Organiser un atelier régional sur la gestion des déchets solides Aider à la demande les pays et territoires insulaires océaniques à organiser des formations nationales en gestion des déchets solides 	
2.2.3.5 Ressources financières pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion des déchets solides identifiées et mobilisées.	<ul style="list-style-type: none"> Liste des ressources actualisée et diffusée Assistance fournie à la demande en vue de l'élaboration de demandes de financement nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser et diffuser une liste des ressources (bailleurs de fonds, partenariats, assistance/coopération technique) Aider à la demande les pays et territoires insulaires océaniques à élaborer des demandes de financement pour des activités nationales 	
2.2.3.6 Éducation et diffusion de l'information appuyées pour modifier les comportements.	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie type de communication sur la gestion des déchets solides élaborée et diffusée Assistance fournie à la demande aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration de stratégies de communication nationales sur la gestion des déchets solides 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et diffuser une stratégie type de communication sur la gestion des déchets solides Fournir à la demande une assistance aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de l'élaboration de stratégies de communication nationales sur la gestion des déchets solides 	

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
2.2.3.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion des déchets solides appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Directives régionales sur la collecte, l'analyse et l'interprétation des données de gestion des déchets solides élaborées Portail régional d'information sur la gestion des déchets solides élaboré 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des directives régionales sur la collecte, l'analyse et l'interprétation des données de gestion des déchets solides Élaborer un portail régional de stockage et de diffusion des données sur la gestion des déchets 			
Résultat 2.2.4 – Gestion de la pollution marine et des déchets appuyée					
2.2.4.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans sur la pollution marine promue et appuyée.	<ul style="list-style-type: none"> Législation et plans types actualisés et diffusés pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets au niveau régional. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils et un appui techniques en vue de la mise à jour de la législation type régionale. Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la pollution marine dans deux pays ou territoires insulaires océaniques Élaborer une stratégie nationale type d'intervention en cas de pollution marine et la diffuser à tous les pays et territoires insulaires océaniques Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention en cas de pollution marine dans deux pays ou territoires insulaires océaniques. Fournir un appui technique en vue de l'actualisation et de l'approbation des Plans nationaux d'intervention en cas de déversements en mer (NATPLAN) dans trois pays ou territoires insulaires océaniques. Voir activités du résultat 1.2.4.4 	Sous total : 210 342 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			139 117	70 725	500
			Source de financement		
			AusAID XB 117 108 Chine 20 000 OMI 20 000 Soutien au prog. 1 962 NZAID XB 20 047 Taiwan-République de Chine 20 000 À identifier 11 225		
2.2.4.2 Analyse des risques liés à la pollution marine et aux déchets des navires dans le Pacifique élaborée, diffusée et actualisée.	<ul style="list-style-type: none"> Transports maritimes cartographiés dans chaque pays et territoire insulaire océanique. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance et un soutien techniques en actualisant et diffusant à tous les pays et territoires insulaires océaniques des informations sur les mouvements maritimes 			
2.2.4.3 Gestion de la pollution marine et des déchets des navires dans les ports appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi de la pollution et des rejets dans les ports. 	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser les informations sur les ports régionaux dans la base de données GISIS de l'OMI 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue d'audits de la pollution et des rejets dans les ports. 	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser et diffuser à tous les pays et territoires insulaires océaniques des données environnementales sur les ports 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures de gestion pour réduire la pollution et les rejets dans les ports 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique au programme EDD de la CPS et aux pays et territoires insulaires océaniques sur le programme de contrôle gouvernemental des installations portuaires qui couvre des directives de gestion environnementale des ports. Évaluer et diffuser aux pays et territoires insulaires océaniques les résultats des contrôles environnementaux des installations portuaires. 			

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
2.2.4.4 Développement des capacités nationales de gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés. Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des besoins en capacités nationales de gestion de la pollution marine et des déchets des navires. Cours nationaux de formation destinés aux petits États insulaires (Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Palaos, Tuvalu) 	
2.2.4.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de lutte contre la pollution marine et de gestion des déchets solides appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational 	<ul style="list-style-type: none"> Actualiser la liste des sources de financement susceptibles d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration d'une proposition portant sur des projets multinationaux coordonnés à l'échelon régional. 	
2.2.4.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyées.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés et abordés aux échelons national et régional. Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion de la pollution marine et des déchets des navires Stratégies de communication élaborées et distribuées au secteur maritime pour renforcer la compréhension des impacts de la pollution marine et recenser les processus de réduction des déchets des navires. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue du recensement des capacités de communication requises pour renforcer la gestion de la pollution marine. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies de communication sur la lutte contre la pollution marine dans une sous-région afin d'améliorer la sensibilisation à la lutte contre la pollution. Actualiser et diffuser des outils de communication spécifiques aux différents secteurs industriels pour renforcer la compréhension de leurs impacts sur la pollution marine 	
2.2.4.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Données et informations sur les meilleures pratiques en matière de gestion de la pollution marine et des déchets des navires recueillies et diffusées aux Membres. Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées. Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir à la demande un appui technique en vue de l'identification, de l'acquisition, du stockage et de la diffusion des meilleures pratiques de gestion de la pollution marine et des déchets des navires. Élaborer des directives régionales sur la bonne utilisation des données et informations pour appuyer le processus décisionnel à l'échelon national. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de profils de rapports sur les installations de tous les ports. 	

Volet : 2.3 - Gouvernance environnementale

Objectif : Améliorer les moyens d'identification, de réaction et de communication sur les pressions environnementales, les nouvelles menaces et possibilités

Une bonne gouvernance environnementale est essentielle à la gestion coordonnée et intégrée de l'environnement et à l'avènement du développement durable. Les travaux menés dans le cadre de ce volet de programme couvrent un éventail d'activités transversales ayant pour objet d'établir un lien entre les initiatives et politiques internationales et régionales et les initiatives nationales portant notamment sur l'élaboration de politiques et de cadres réglementaires et d'outils décisionnels pour le renforcement des capacités. Ces activités ont également pour objet d'aider les pays et territoires à mobiliser des ressources en vue de la mise en œuvre de leurs priorités.

Le PROE continue d'aider les pays insulaires océaniques à formuler, renforcer et mettre en œuvre leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD) et à intégrer les préoccupations environnementales dans la planification du développement et les processus décisionnels existants. L'intégration et le renforcement des SNDD sont nécessaires pour assurer un développement durable et concrétiser les divers engagements pris par nos décideurs à l'échelle régionale et internationale aux termes des AME portant sur la gestion des déchets dangereux et des cadres stratégiques et plans d'action régionaux, y compris les principes du développement durable, de la bonne gouvernance et de la prise de décision par les parties concernées.

Le PROE continuera en 2011 d'apporter un appui et des conseils techniques aux pays membres pour les aider à formuler, renforcer et mettre en œuvre leurs SNDD. Il collaborera également avec les organisations du CORP et d'autres partenaires pour élaborer des approches communes visant à intégrer les questions d'environnement dans la planification nationale. Spécifiquement, les efforts déployés viseront l'élaboration d'un processus ou de directives propices à l'intégration de l'adaptation au changement climatique, de l'atténuation de ses effets et de la conservation de la biodiversité dans les processus nationaux de planification et de budgétisation du développement.

Un suivi et des rapports réguliers sur l'environnement permettent de définir des niveaux de référence et des indicateurs pour mieux mesurer les progrès et recenser les secteurs devant être améliorés tout en surveillant les fonctions et services écosystémiques naturels ainsi que la diversité des écosystèmes. Le PROE fournit une assistance dans les domaines du suivi, de l'évaluation et des rapports

sur l'environnement en aidant les pays à élaborer leurs EIE, ESE et évaluations et rapports intégrés sur l'environnement ainsi que les systèmes de planification associés. Ce travail nécessitera la formation et le développement systématiques de groupes d'experts dans les pays sur les principales méthodologies d'évaluation des impacts et de l'état de l'environnement ; le développement de services d'évaluation et de planification environnementale de base et l'amélioration des processus administratifs de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports. Le PROE collaborera avec les principaux processus nationaux, régionaux et internationaux en la matière tels que les exercices de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports sur les AME et l'état de l'environnement.

Enfin, ce volet permettra d'apporter un appui aux pays membres en vue de l'identification des principaux mécanismes de financement environnemental et de l'amélioration de leur accès.

Le PROE continuera d'aider les pays à accéder aux fonds du FEM, et notamment de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, et d'élaborer des stratégies pour la période 2010-2014 correspondant à la 5^e reconstitution des ressources du FEM. Cet appui s'étendra également à d'autres dispositifs de financement, dont le Programme indicatif régional du 10^e FED.

Les activités prévues pour 2011 comprennent :

- Un soutien continu à l'élaboration de SNDD et de politiques et plans sectoriels pertinents pour veiller à l'intégration des principes du développement durable, des priorités environnementales, du changement climatique, de la lutte contre la pollution et de la réduction du volume des déchets
- Une assistance aux pays insulaires océaniques dans le cadre des processus et rapports de la 19^e session de la CDD, d'Action 21, du Programme d'action de la Barbade, du Plan d'application de Johannesburg, de la Stratégie de Maurice, des OMD et du Plan Pacifique.
- Le renforcement de la capacité des Membres concernant les instruments décisionnels tels que les EIE et les rapports sur l'état de l'environnement.
- Un soutien continu pour aider les pays à accéder aux ressources du FEM.

PROGRAMME 2

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
Résultat 2.3.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le développement durable appuyées					
2.3.1.1 Soutien à la participation des pays et territoires insulaires océaniques aux réunions et manifestations sur le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir l'appui nécessaire dans le cadre des consultations. 	Sous-total : 98 744 \$		
	<ul style="list-style-type: none"> • Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. 	<ul style="list-style-type: none"> • Recenser les questions régionales et, suite à des consultations, définir les positions régionales avant la 19^e session de la Commission sur le développement durable (CDD-19) 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des notes d'information et des interventions à l'intention des missions du Forum à New York et des délégations du Pacifique lors de la CDD-19. 	64 527	34 217	0
	<ul style="list-style-type: none"> • Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir l'assistance technique et logistique nécessaire aux missions du Forum à New York et aux délégations océaniques à la CDD-19. 	Source de financement		
2.3.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les pays et territoires insulaires océaniques des accords internationaux et régionaux sur le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. • Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la mise en œuvre du projet de la CE sur les AME grâce au recensement des capacités devant être développées pour mettre en œuvre des initiatives de développement durable, y compris en matière d'intégration. 	AusAID XB 84 768 Soutien au prog. 1 962 NZAID XB 2 363 PNUE 7 700 Soutien au prog. 1 950		
	<ul style="list-style-type: none"> • Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des conseils techniques aux pays insulaires océaniques pour faciliter la mise en œuvre des obligations internationales et régionales en matière de développement durable (Action 21, Programme d'action de la Barbade, Plan d'application de Johannesburg, Stratégie de Maurice, OMD, Plan Pacifique, etc.) 			
2.3.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur le développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques • Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance juridique fournie sur demande pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer une législation propice au respect des accords régionaux et internationaux sur le développement durable (Action 21, Programme d'action de la Barbade, Plan d'application de Johannesburg, Stratégie de Maurice, OMD, Plan Pacifique, etc.) 			
	<ul style="list-style-type: none"> • Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé 	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser régulièrement la page web de ressources et de documents juridiques du PEIN. 			

PROGRAMME 2

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US		
2.3.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales de développement durable.	<ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et diffuser des mécanismes de financement propices à l'élaboration et à la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales de développement durable. 			
	<ul style="list-style-type: none"> Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational 	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique fourni en vue de l'élaboration de propositions nationales liées aux initiatives de développement durable, telles que le Programme indicatif régional du 10e FED, l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et le projet de la CE sur les AME. 			
2.3.1.5 Contribution des pays insulaires océaniques aux processus et forums internationaux et régionaux appuyés.	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives sur le développement durable recensées dans le Plan Pacifique élaborées, promues et dûment consignées 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'élaboration, à la promotion et à la diffusion de rapports sur les initiatives de développement durable recensées dans le Plan Pacifique par le biais du PPAC (Comité d'action du Plan Pacifique). 			
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni pour faciliter les interactions des pays insulaires océaniques avec le Forum des îles du Pacifique et d'autres processus régionaux ou internationaux pertinents 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique pour promouvoir les intérêts des pays insulaires océaniques dans le cadre des régimes et négociations commerciaux internationaux et régionaux concernant leurs conséquences environnementales (APE, PICTA, PACER, OMS, etc.). 			
	<ul style="list-style-type: none"> Groupes de travail du CORP sur le développement durable constitués et réunis une fois par an. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer au bon fonctionnement du groupe de travail du CORP sur le développement durable (coprésidence, secrétariat, élaboration de documents de travail et participation aux réunions du groupe de travail liées aux initiatives de développement durable). 			
Résultat 2.3.2 - Intégration des questions d'environnement dans les processus décisionnels appuyée					
2.3.2.1 Élaboration, renforcement et mise en œuvre des Stratégies nationales de développement durable (SNDD) ou d'instruments équivalents appuyés.	<ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour contribuer à l'élaboration, au renforcement et à la mise en œuvre des SNDD ou d'instruments équivalents. 	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique et consultatif fourni à au moins 2 pays membres pour élaborer, renforcer ou mettre en œuvre leur SNDD. 	Sous-total : 88 242 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			61 237	27 005	0
2.3.2.2 Intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement appuyée	<ul style="list-style-type: none"> Directives sur les meilleures pratiques concernant l'intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement élaborées, diffusées et actualisées. Conseils techniques fournis en vue de l'intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à élaborer des directives sur les meilleures pratiques ainsi que des processus visant à intégrer les principales questions d'environnement dans les processus de planification du développement. Appui technique et consultatif fourni à au moins 2 pays membres en vue de l'intégration des principales questions d'environnement dans les processus de planification du développement. 	Source de financement		
			AusAID XB	67 426	
			Soutien au prog.	1 811	
			PNUE	17 000	
			À identifier	2 005	

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US																														
2.3.2.3 Développement des capacités en vue de l'intégration du développement durable dans les processus de planification appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en vue de l'intégration du développement durable dans les processus de planification recensés. Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> Recenser les besoins de développement des capacités nationales pour intégrer le développement durable et les questions d'environnement dans les processus de planification. Aider les pays insulaires océaniques à concevoir et mettre en œuvre des initiatives répondant à leurs besoins de développement des capacités en matière d'intégration. 																															
Résultat 2.3.3 - Surveillance, évaluation et rapports sur l'environnement appuyés en vue de leur intégration aux niveaux national et régional																																	
2.3.3.1 Processus et directives visant à améliorer le suivi intégré de l'environnement et les rapports en la matière aux niveaux national et régional élaborés et promus.	<ul style="list-style-type: none"> Directives sur les meilleures pratiques en matière de suivi environnemental et de rapports sur l'environnement aux niveaux national et régional élaborées et diffusées. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider au moins trois pays membres à examiner et améliorer leurs directives et réglementations en matière d'évaluation des impacts Coordonner la rédaction d'un nouveau manuel du PROE sur l'évaluation des impacts afin de mettre à jour le manuel actuel en intégrant les expériences et leçons tirées de l'utilisation des directives du PNUE en la matière et d'autres directives pertinentes dans le Pacifique. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total : 157 690 \$</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Frais de personnel</td> <td style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: center;">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">103 570</td> <td style="text-align: center;">54 120</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> <tr> <td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AusAID XB</td> <td style="text-align: center;">9 306</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Soutien au prog.</td> <td style="text-align: center;">1 811</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZAID XB</td> <td style="text-align: center;">112 453</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Parties à la Convention</td> <td style="text-align: center;">7 040</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PNUE</td> <td style="text-align: center;">21 060</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">À identifier</td> <td style="text-align: center;">6 020</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total : 157 690 \$			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	103 570	54 120	0	Source de financement			AusAID XB	9 306		Soutien au prog.	1 811		NZAID XB	112 453		Parties à la Convention	7 040		PNUE	21 060		À identifier	6 020	
	Sous-total : 157 690 \$																																
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																															
103 570	54 120	0																															
Source de financement																																	
AusAID XB	9 306																																
Soutien au prog.	1 811																																
NZAID XB	112 453																																
Parties à la Convention	7 040																																
PNUE	21 060																																
À identifier	6 020																																
	<ul style="list-style-type: none"> Processus d'amélioration du suivi, de l'évaluation et des rapports sur l'environnement élaboré, diffusé et promu. 	<ul style="list-style-type: none"> Rédiger un guide régional en vue de l'élaboration de rapports sur l'état de l'environnement régional. Poursuivre la collaboration avec le ministère australien de l'environnement sur la simplification des rapports dans le cadre du projet sur les AME portant sur la biodiversité. 																															
2.3.3.2 Outils et mécanismes visant à améliorer l'utilisation stratégique des données environnementales élaborés et promus.	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire des recueils de données environnementales dans le Pacifique dressé et actualisé. Appui technique fourni en vue de la mise en œuvre des évaluations de l'environnement dans la perspective du développement durable. Mesures régionales d'amélioration de la capacité d'évaluation environnementale dans le Pacifique élaborées et mises en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> Coordination et rôle technique assumés en vue de l'élaboration du rapport intitulé « Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement », qui comprend la définition d'un ensemble de données et d'indicateurs régionaux sur l'état de l'environnement et la coordination des contributions de la région aux processus GEO5 et Rio + 20. Participer à la définition du champ d'action et aux examens des études d'impact sur l'environnement de trois grands projets de développement dans au moins trois pays 																															

PROGRAMME 2

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US						
2.3.3.3 Développement des capacités nationales en matière de suivi, d'évaluation et de rapports sur l'environnement et d'utilisation de données environnementales stratégiques appuyé.	<ul style="list-style-type: none"> Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre Appui fourni en vue de la production de rapports nationaux et régionaux sur l'état de l'environnement. Appui fourni en vue de l'élaboration des profils de pays annuels prévus dans le plan d'action. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider au moins trois pays membres à élaborer des processus nationaux intégrés d'évaluation de l'environnement en vue de l'examen et de la préparation de leur rapport sur l'état de l'environnement par le biais de la planification et de l'élaboration des rapports en la matière et d'une formation sur les EIE. Dispenser au moins trois formations sur les EIE dans les pays, devant couvrir la gestion des risques de catastrophes et l'intégration des AME dans les EIE. Réaliser dans les pays au moins deux exercices d'évaluation des politiques et de formation sur les ESE. Dispenser au moins une formation régionale thématique sur l'évaluation des impacts (sanitaires/sociaux/écologiques). Fournir un soutien technique aux pays afin de les aider à lancer leur processus d'établissement de rapports pour Rio + 20. Fournir un soutien technique en vue de la réalisation des rapports nationaux requis par au moins un des principaux AME. Coordonner à la demande le soutien du PROE à au moins un projet national de rapport sur l'évaluation accélérée de l'environnement. 							
2.3.3.4 Partenariats visant l'utilisation accrue d'informations sur l'environnement établis et mis en œuvre.	<ul style="list-style-type: none"> Liens entre les organisations ayant accès à des données et compétences susceptibles d'améliorer l'utilisation des données environnementales dans le Pacifique recensés. Réseaux régionaux et nationaux intégrés en matière de suivi, d'évaluation et de rapports sur l'environnement élaborés et promus. 	<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays et territoires insulaires océaniques à participer à la formation et aux autres possibilités connexes de renforcement des capacités offertes par les autres organisations internationales pertinentes (IAIA, NZAIA, etc.). 							
Résultat 2.3.4 - Identification de crédits pour l'environnement et accès à ces crédits appuyés									
2.3.4.1 Accès aux fonds du FEM appuyé	<ul style="list-style-type: none"> Pays insulaires océaniques recevant une assistance en ce qui concerne le FEM-5, y compris la coordination avec les agents d'exécution, les organisations du CORP, les ONG régionales et internationales et d'autres partenaires du FEM 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance aux pays en vue de l'identification et du classement par ordre de priorité d'idées-cadres de projets nationaux et multinationaux pour le FEM-5 Fournir une assistance au CORP et aux agents d'exécution en vue de l'élaboration d'idées-cadres de projets pour le FEM-5 devant être examinées par les pays Aider les pays à préparer leurs FIP avec les agents d'exécution en vue de leur soumission au Secrétariat et au Conseil du FEM dans le cadre du FEM-5 	Sous-total : 162 527 \$						
			<table border="1"> <thead> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">71 777</td> <td style="text-align: center;">90 250</td> <td style="text-align: center;">500</td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	71 777	90 250	500
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement				
			71 777	90 250	500				
Source de financement									
<table border="1"> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">AusAID XB</td> <td style="text-align: center;">9 306</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Soutien au prog.</td> <td style="text-align: center;">1 811</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AusAID XXB</td> <td style="text-align: center;">151 410</td> </tr> </tbody> </table>	AusAID XB	9 306	Soutien au prog.	1 811	AusAID XXB	151 410			
AusAID XB	9 306								
Soutien au prog.	1 811								
AusAID XXB	151 410								

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2010	Prévisions budgétaires \$US
<p>2.3.4.2 Accès à d'autres sources de financement sur l'environnement appuyé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre des projets financés par le FEM, notamment ceux de l'Alliance FEM-Pacifique financés par le FEM-4 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir à la demande une assistance aux pays et coordonner l'assistance des autres agents du PROE et du CORP en vue de la mise en œuvre de projets et d'activités dans les pays, y compris l'accès aux ressources ne relevant pas de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue du respect des prescriptions de suivi et d'évaluation des projets financés par le FEM. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance pour que les pays comprennent et remplissent leurs obligations en matière de suivi et d'évaluation par rapport au FEM et aux agents d'exécution et au programme-cadre de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable. 	
	<ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques concernant les autres questions relatives au FEM. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une assistance concernant les réunions du conseil et des Membres, les réunions du comité directeur de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable une fois en place, et les contributions d'autres programmes du PROE améliorant l'accès des pays aux ressources du FEM (CDB, CCNUCC, CLD, Convention sur les POP, etc.) 	
	<ul style="list-style-type: none"> Coordination du FEM, des pays et des autres partenaires appuyée et facilitée. 	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter la coordination avec le Secrétariat du FEM, les agents d'exécution, les organisations du CORP, le groupe de travail des ambassadeurs du Forum, le groupe de référence du GEFSa et les pays sur les questions relatives au FEM. Coordonner l'Alliance FEM-Pacifique jusqu'à ce qu'un organisme chef de file ait été nommé pour gérer le programme, et fournir des rapports périodiques sur la mise en œuvre de l'Alliance à la direction du PROE, au Secrétariat du FEM et au groupe de référence du GEFSa. 	

PROGRAMME 2

:

AVENIRS OCÉANIENS

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AusAID XB	649 312
	AusAID ICCAI	102 470
	Soutien au prog.	30 190
	AusAID Divers	60 660
	NOAA	86 930
	NZAID XB	303 415
	FEM-PNUD	395 793
Frais de fonctionnement :	AusAID XB	116 000
	AusAID ICCAI	288 687
	Chine	40 000
	Inst. météo. finl.	139 000
	FAO	15 000
	France	129 000
	OMI	19 500
	Japon (JICA)	170 000
	AusAID Divers	90 250
	NOAA	75 850
	NZAid XB	37 160
	Parties aux Conv.	17 160
	Suisse	72 000
	FEM-PNUD	2 376 859
	UNITAR	15 000
	PNUE	156 248
	Taiwan-Rép. Chine	28 000
	À identifier	354 555
Frais d'investissement :	AusAID XB	1 000
	France	1 000
	OMI	500
	AusAID Divers	500
	NOAA	1 000
	PNUD	100 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	5 518 484	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	354 555	

3. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'organisation

L'exécution efficace et rationnelle des programmes stratégiques du Secrétariat et la fourniture de conseils techniques aux pays et territoires insulaires océaniques incombent à l'équipe de direction qui comprend le directeur et le directeur adjoint, épaulés par une équipe administrative dynamique et efficace.

Les services administratifs couvrent la formulation et la planification des politiques, les ressources humaines et l'administration, les technologies de l'information, la communication, les publications et les services d'information.

L'augmentation du budget en 2011 signifie que le Secrétariat continuera de privilégier l'appui des services de base aux programmes opérationnels.

La mise en œuvre du nouveau Plan stratégique du PROE pour 2011-2015 nécessitera l'établissement d'une nouvelle structure administrative reflétant les priorités et les besoins des Membres.

Le processus de conduite du changement entamé en 2010 continuera d'être axé sur l'élaboration de nouveaux systèmes et mécanismes institutionnels et sur la mise en œuvre des recommandations de l'Évaluation indépendante de l'Organisation et de l'évaluation institutionnelle réalisée par la CE.

Ce processus comprendra l'élaboration et l'application de politiques organisationnelles et l'examen du règlement financier et du règlement du personnel, de la base de connaissances, du développement du personnel, des systèmes de développement du personnel, de la diffusion de l'information, des systèmes technologiques et de la sécurité.

Les personnes suivantes contribuent à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services administratifs :

David SHEPPARD	Directeur
Kosi M. G. LATU	Directeur adjoint
Rosanna GALUVAO Ah-CHING	Assistante personnelle du directeur
Apiseta ETI	Assistante personnelle du directeur adjoint
Vacant	Directeur administratif

Non financé	Planificateur attaché de liaison avec les donateurs
Non financé	Responsable du développement et de la qualité de l'Organisation
Kapeni MATATIA	Directeur des technologies de l'information et de la communication (TIC)
Christian SLAVEN	Administrateur systèmes et bases de données
Nanette WOONTON	Adjointe du chargé de l'information et des publications
À pourvoir	Information Technology Network & Systems Support Engineer (ITNSSE)
À pourvoir	Web Applications Developer Specialist (WADS)
Peter MURGATROYD	Responsable du Centre d'information et de documentation
Miraneta WILLIAMS	Bibliothécaire adjointe
Alofa TU'UAU	Directrice financière
Makereta KAURASI-MANUELI	Comptable de projet
Maraea SLADE-POGI	Agente comptable
Ioane IOSEFO	Chargée des finances
Leilani CHAN TUNG	Chargée des finances
Vacant	Chargé des finances
Simeamativa LEOTA-VAAI	Agente administrative principale
Petaia I'AMAFANA	Responsable des biens immobiliers
Luana CHAN	Administrateur du personnel
Pauline FRUEAN	Chargée des conférences et des voyages
Lupe SILULU	Responsable du service du courrier et des archives
Helen TUILAGI-AH KUOI	Assistante – Gestion des documents
Monica TUPAI	Réceptionniste
Faamanatu SITITI	Chauffeur/commis
Tologauvale LEAULA	Préposé au nettoyage et au thé/employé de bureau
Amosa TO'OTO'O	Préposé au nettoyage et au thé
Vacant	Préposé au nettoyage
Vacant	Agent de maintenance
Silupe GAFA	Jardinier paysagiste

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US			
Volet : 3.1 - Direction générale Objectif : Contribuer à l'amélioration des performances grâce à une direction éclairée						
<ul style="list-style-type: none"> Soutien logistique à la Conférence du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils stratégiques et diffuser les documents de travail aux Membres. 	Sous-total : 769 399 \$			
<ul style="list-style-type: none"> Consultation des Membres. 	<ul style="list-style-type: none"> Membres consultés et informés sur les décisions et initiatives importantes. 	<ul style="list-style-type: none"> Consulter les Membres concernant leurs besoins prioritaires et les services fournis par le Secrétariat par le biais de missions et de réunions. 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			517 939	251 460	0	
Source de financement						
<ul style="list-style-type: none"> Maintien et renforcement des liens avec les donateurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Relations avec la communauté des donateurs privilégiées par la direction. Exigences des donateurs en matière de rapports et de responsabilité respectées dans les délais prévus. 	<ul style="list-style-type: none"> Dialoguer avec les donateurs et veiller à ce que le Secrétariat fournisse les rapports requis. Poursuite de la promotion du travail du PROE 	Budget de base NZAID XB	757 583 11 816		
<ul style="list-style-type: none"> Coordination régionale et internationale améliorée. 	<ul style="list-style-type: none"> Questions et positions régionales définies et prises en compte dans les décisions des forums régionaux et internationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la coordination régionale et à la coopération internationale dans l'intérêt des pays et territoires insulaires océaniques et du PROE. 				
<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat géré de manière efficace et rationnelle 	<ul style="list-style-type: none"> Opérations internes du Secrétariat évaluées régulièrement et améliorations nécessaires recensées et mises en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'amélioration de l'efficacité opérationnelle interne et des questions liées au personnel. Contribuer à la bonne mise en œuvre du nouveau Plan d'action pour 2011-2015 Suivre la mise en œuvre des réformes de l'Évaluation indépendante de l'Organisation et de l'évaluation institutionnelle réalisée par la CE Veiller au respect des systèmes et procédures internes Analyser les mémorandums et lettres d'accord, les services de consultation, les règlements et procédures internes et réaliser les autres travaux nécessaires 				

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US						
Volet : 3.2 - Information et communication Objectif : Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux									
<ul style="list-style-type: none"> Gestion des bases de données de l'Organisation et des programmes 	<ul style="list-style-type: none"> Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable. 	<ol style="list-style-type: none"> Mise à niveau de Microsoft Office SharePoint Portal Server 2003. Intégration des dossiers publics Microsoft Exchange 2007 dans SharePoint pour améliorer les capacités d'archivage Refonte du site web du PROE Mise à niveau du laboratoire informatique et du matériel de visioconférence Fournir une assistance logicielle au Secrétariat Former le personnel sur les services informatiques et les applications courantes. Gérer et mettre à niveau le matériel utilisé en cas de sinistre informatique 	Sous-total : 655 243 \$						
<ul style="list-style-type: none"> Assistance sur les TIC au Secrétariat 	<ul style="list-style-type: none"> TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable. Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat. 		<table border="1"> <thead> <tr> <th align="center">Frais de personnel</th> <th align="center">Frais de fonctionnement</th> <th align="center">Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td align="center">542 293</td> <td align="center">96 450</td> <td align="center">16 500</td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	542 293	96 450	16 500
Frais de personnel	Frais de fonctionnement		Frais d'investissement						
542 293	96 450		16 500						
<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC 	<ul style="list-style-type: none"> Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. 		Source de financement						
<ul style="list-style-type: none"> Systèmes d'archivage développés et mis à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide. 	<table border="1"> <tbody> <tr> <td align="center">Budget de base</td> <td align="center">344 071</td> </tr> <tr> <td align="center">Soutien au prog.</td> <td align="center">311 172</td> </tr> </tbody> </table>	Budget de base	344 071	Soutien au prog.	311 172			
Budget de base	344 071								
Soutien au prog.	311 172								
<ul style="list-style-type: none"> Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires 	<ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties intéressées de la région. Développer la base de données et l'infrastructure Internet de la bibliothèque du PROE pour maximiser l'accès aux matériels d'information sur l'environnement. Recenser les documents pertinents, les cataloguer et les saisir dans la base de données de la bibliothèque. Développer le site web de la bibliothèque du PROE pour améliorer l'accès aux données actuelles et historiques sur l'environnement océanien. Développer et améliorer les systèmes d'identification, de conservation et d'indexation des publications du PROE, des matériels promotionnels et des informations sur l'Organisation sur supports papier et électronique pour faciliter l'accès au cahier des charges des programmes du PROE et aux données historiques sur le Secrétariat. Acquérir des documents sur supports papier et électronique pour répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. Diffuser aux parties concernées – y compris aux bibliothèques de référence – des exemplaires des publications du PROE dans les délais prévus et sur un support approprié. 							

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US		
<ul style="list-style-type: none"> Publications et supports de sensibilisation et d'éducation produits et diffusés. Sensibilisation au PROE et à ses activités poursuivie et améliorée auprès des Membres, de la région et du reste du monde. 	<ul style="list-style-type: none"> Publications à l'appui des activités d'éducation et de sensibilisation du PROE produites/acquises et diffusées aux parties prenantes. Coordonner la production des matériels promotionnels du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Coordonner la conception et la production des matériels promotionnels du PROE et notamment de son rapport annuel Mener des activités de communication à la demande et dans le cadre de la stratégie de communication du PROE et des chargés de projet Coordonner les activités de relations publiques du PROE Exécuter les activités de relations publiques et de relations avec les médias définies au résultat 1.3.2 			
	<ul style="list-style-type: none"> Contacts avec les médias maintenus et développés. Médias recevant régulièrement des informations du PROE. 	<ul style="list-style-type: none"> Participer aux réunions médiatiques internationales et régionales Participer à la formation sur l'environnement destinée aux journalistes du Pacifique Fournir un appui médiatique aux délégations des îles océaniques et du PROE participant à des réunions sur l'environnement Prix des médias Vision Pasifika 2011 			
Volet : 3.3 - Finances Objectif : Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns					
<ul style="list-style-type: none"> États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE. 	<ul style="list-style-type: none"> États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes. 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer les rapports financiers en temps voulu et obtenir l'approbation sans réserve des commissaires aux comptes pour les Conférences du PROE. 	Sous-total : 416 881 \$		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
<ul style="list-style-type: none"> Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir en temps voulu des rapports financiers fiables à la demande des donateurs. 	333 381	80 500	3 000
<ul style="list-style-type: none"> Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes 	<ul style="list-style-type: none"> Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat. 	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des services financiers professionnels. Préparer les rapports financiers et budgétaires mensuels requis par la direction et les chargés de projet. 	Source de financement		
			Budget de base	288 683	
<ul style="list-style-type: none"> Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers 	<ul style="list-style-type: none"> Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> Réviser et améliorer les systèmes et procédures comptables Réviser et actualiser les procédures financières pour répondre aux exigences des donateurs. Identifier et évaluer les risques financiers et réviser les procédures en vue de leur minimisation. Planifier et gérer le placement des réserves et excédents du PROE. 	Soutien au prog.	128 198	

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

G

Sous-résultats	Indicateurs	Activités prévues pour 2011	Prévisions budgétaires \$US				
Volet : 3.4 - Administration Objectif : Utiliser des systèmes de gestion du personnel et d'administration efficaces							
<ul style="list-style-type: none"> Gestion du recrutement et de l'orientation du personnel ainsi que des prestations sociales associées 	<ul style="list-style-type: none"> Politiques de gestion des ressources humaines (couvrant le recrutement et l'orientation) mises à jour au besoin et respectées par tous les agents du PROE. 	<ul style="list-style-type: none"> Réviser et actualiser le règlement du personnel Réviser et adopter les politiques et procédures pertinentes de gestion des ressources humaines Réviser et actualiser les politiques et procédures de recrutement et de sélection du personnel Participer aux travaux du groupe de travail du CORP sur l'harmonisation. <ul style="list-style-type: none"> Révision des conditions d'emploi du personnel du PROE Examen annuel des données de marché Examen et mise à jour des systèmes d'information sur les ressources humaines Poursuite de l'harmonisation du plan de travail et recommandation et adoption de modifications en fonction des besoins du PROE 	Sous-total : 704 907 \$				
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement		
			273 207	403 700	28 000		
Source de financement							
			Chine	40 000			
			Budget de base	617 517			
			Soutien au prog.	47 390			
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de systèmes de gestion des performances du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> Cadre d'évaluation du personnel élaboré, déployé et mis à jour au besoin. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre un nouveau système de développement des performances et recenser les domaines pouvant être améliorés Réviser ce système en continu et veiller à son application opportune. Recenser les besoins de formation et de développement du personnel et mettre en œuvre les programmes pertinents de renforcement des capacités 					
<ul style="list-style-type: none"> Gestion de l'infrastructure et des biens du Secrétariat 	<ul style="list-style-type: none"> Plan de gestion durable de l'infrastructure et des biens du Secrétariat élaboré, déployé et régulièrement mis à jour. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer et actualiser les systèmes et processus administratifs pertinents, y compris en matière de gestion des biens et du courrier et des archives Veiller à ce que tous les biens du Secrétariat soient dûment entretenus, assurés et protégés Fournir des services d'appui administratif au Secrétariat et procéder à leur examen si nécessaire 					

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	Budget de base	1 168 242
Frais de fonctionnement :	NZAID XB	11 816
	Soutien au prog.	486 760
	Chine	40 000
	Budget de base	792 110
Frais d'investissement :	Budget de base	47 500
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	2 546 428	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER		

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2011 (DOLLARS É.-U.) - Par résultat

ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	1.1.1	1.1.2	1.1.3	1.1.4	1.1.5	1.2.1	1.2.2	1.2.3	1.2.4	1.2.5	1.2.6	1.3.1	1.3.2	1.3.3	2011
	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	Budget prévisionnel	BUDGET PRÉVISIONNEL
I. FRAIS DE PERSONNEL															
Directeur du programme Écosystème insulaires	11,738	11,738	11,738	11,738	11,738	11,738	11,738	11,738	11,333	11,333	11,333	11,333	11,333	11,333	161,900
Conseiller en biodiversité	28,911	28,911	28,911	4,819	4,819	-	-	-	-	-	-	-	-	-	96,370
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	96,920	-	-	-	-	-	96,920
Conseiller en gestion des zones côtières	30,785	30,785	30,785	-	-	30,785	-	-	-	-	-	-	-	-	123,140
Spécialiste de la gestion des récifs coralliens	8,339	41,695	33,356	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83,390
Conseiller en éducation et communication	-	-	-	5,297	-	-	-	-	-	10,594	-	-	32,841	-	48,732
Conseiller juridique sur l'environnement	20,087	-	-	-	-	11,816	-	-	2,363	-	-	-	-	-	34,266
Conseiller en développement des capacités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	107,390	-	-	107,390
Responsable du CID	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18,063	18,063
Spécialiste de la gestion des écosystèmes terrestres	54,345	-	18,115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72,460
Spécialiste de la pollution marine	-	-	-	-	-	-	-	-	22,668	-	-	-	-	-	22,668
Spécialiste des espèces marines	-	-	-	-	-	29,535	6,892	59,070	-	-	2,954	-	-	-	98,450
Spécialiste de la conservation du milieu marin	-	-	-	-	21,123	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21,123
Chargé du PILN	-	-	-	-	-	-	-	-	75,150	-	-	-	-	-	75,150
Coordinateur du projet du FEM sur les espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	68,220	-	-	-	-	-	68,220
Convention de Ramsar	43,506	-	21,753	7,251	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72,510
Responsable adjoint-base de données sur les tortues	-	-	-	-	-	12,124	-	12,124	-	-	36,372	-	-	-	60,620
Secrétaire - Écosystèmes insulaires	1,285	1,285	1,285	1,285	1,285	1,285	1,285	1,285	1,241	1,241	1,241	1,241	1,241	1,241	17,730
Assistante de programme	1,096	1,096	1,096	1,096	1,096	1,096	1,096	1,096	1,058	1,058	1,058	1,058	1,058	1,058	15,120
Coordinateur de la campagne océanique de l'AIB (stagiaire)	16,799	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16,799
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	216,892	115,510	147,039	31,486	40,060	98,379	21,011	85,313	278,954	24,227	52,958	121,023	46,474	31,696	1,311,021
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
Dépenses d'administration	4,097	21,361	9,320	1,294	7,362	2,780	4,424	1,512	44,741	227	1,592	5,426	6,132	2,145	112,415
Frais généraux	4,209	6,894	3,639	1,114	4,564	5,039	1,264	4,064	57,214	214	2,364	2,914	14,714	214	108,425
Consultants	-	95,000	-	-	5,000	4,000	-	-	80,640	-	-	-	4,000	-	188,640
Réunions/Conférences	21,558	21,493	18,558	4,328	5,058	8,258	42,979	5,558	112,058	2,058	2,058	34,058	6,558	2,058	286,644
Formation - États et territoires océaniques	10,200	-	5,000	-	7,000	-	-	-	50,000	-	-	-	7,050	19,182	98,432
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,788	-	-	12,788
Assistance dans les pays	5,000	48,000	66,000	7,500	50,000	10,500	-	5,500	140,000	-	11,000	4,500	11,000	-	359,000
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18,000	-	18,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	122,220	-	-	-	-	-	3,000	500,000	-	-	-	-	-	625,220
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	45,064	314,968	102,517	14,237	78,985	30,577	48,668	19,635	984,654	2,500	17,015	59,687	67,455	23,600	1,809,563
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT															
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	2,000	-	-	-	7,500	-	500	-	-	-	10,000
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	2,000	-	-	-	7,500	-	500	-	-	-	10,000
TOTAL GENERAL	261,956	430,478	249,557	45,723	121,045	128,957	69,679	104,948	1,271,108	26,726	70,473	180,709	113,929	55,296	3,130,585

Résultats :

- 1.1.1 Gestion et mise en oeuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les écosystèmes appuyées
- 1.1.2 Gestion intégrée des écosystèmes au niveau régional élaborée et coordonnée.
- 1.1.3 Élaboration et mise en oeuvre de politiques, programmes et actions pour gérer les écosystèmes au niveau national
- 1.1.4 Capacités en matière d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la gestion des écosystèmes
- 1.1.5 Collecte d'informations sur les écosystèmes et accès à ces informations facilités
- 1.2.1 Gestion et mise en oeuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les espèces appuyées
- 1.2.2 Conservation et gestion des espèces au niveau régional mises en oeuvre et coordonnées
- 1.2.3 Élaboration et mise en oeuvre de politiques, programmes et actions pour préserver les espèces au niveau national appuyées
- 1.2.4 Prévention et gestion des espèces envahissantes appuyées
- 1.2.5 Capacité d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la conservation et la gestion des espèces
- 1.2.6 Collecte d'informations sur les espèces et accès à ces informations facilités
- 1.3.1 Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés
- 1.3.2 Éducation et communication propices aux changements de comportements appuyés
- 1.3.3 Connaissances rassemblées et diffusées et accès aux informations environnementales appuyé

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

ANALYSE BUDGETAIRE DÉTAILLÉE POUR 2011 (DOLLARS E.-U.) - PAR RÉSULTAT AVENIRS OcéANIENS

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	2.1.1	2.1.2	2.1.3	2.1.4	2.1.5	2.1.6	2.1.7	2.2.1	2.2.2	2.2.3	2.2.4	2.3.1	2.3.2	2.3.3	2.3.4	2011
	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	Budget	BUDGET
	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	prévisionnel	PRÉVISIONNEL
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur du programme Avenirs océaniques	10,857	10,857	10,857	10,857	10,857	10,857	10,857	10,857	10,082	10,082	10,082	10,082	9,306	9,306	9,306	155,100
Responsable du PIGGAREP	-	-	-	-	-	101,350	-	-	-	-	-	-	-	-	-	101,350
Spécialiste de l'atténuation du changement climatique	-	-	-	-	-	68,710	-	-	-	-	-	-	-	-	-	68,710
Spécialiste de l'adaptation au changement climatique	35,045	35,045	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70,090
Conseiller en changement climatique	55,881	24,836	18,627	6,209	6,209	6,209	6,209	-	-	-	-	-	-	-	-	124,180
Conseiller en développement des capacités	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseiller en éducation et communication sociale	-	-	-	-	26,485	-	-	-	4,238	15,891	10,594	-	-	-	-	57,208
Spécialiste de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83,000	83,000
Chargé de projet - Droit environnemental	12,998	-	-	-	-	-	-	18,906	9,453	9,453	9,453	2,363	-	9,453	-	72,078
Conseiller chargé de l'assistance du FEM	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60,660	60,660
Conseiller en gestion des connaissances	-	-	-	-	51,235	-	51,235	-	-	-	-	-	-	-	-	102,470
Spécialiste de la pollution marine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	90,672	-	-	-	-	90,672
Responsable du PACC	-	85,582	36,678	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	122,260
Chargé de projet - PACC	-	39,708	26,472	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66,180
Chargé de projet - SMOG-IP	-	-	-	86,930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	86,930
Conseiller en prévention de la pollution	-	-	-	-	-	-	-	16,355	59,967	16,355	16,355	-	-	-	-	109,030
Chargé des finances - PIGGAREP	-	-	-	-	-	17,730	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17,730
Spécialiste des déchets solides	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91,130	-	-	-	-	-	91,130
Conseiller en développement durable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50,120	50,120	-	-	100,240
Secrétaire du programme Avenirs océaniques	1,099	1,099	1,099	1,099	1,099	1,099	1,099	1,099	1,021	1,021	1,021	1,021	942	942	942	15,700
Assistant de programme	1,014	1,014	1,014	1,014	1,014	1,014	1,014	1,014	942	942	942	942	869	869	869	14,490
Coordinateur de la communication du PACC (stagiaire)	-	9,782	9,782	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	19,563
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	116,894	207,923	104,529	106,109	96,899	206,969	70,414	48,230	85,701	144,872	139,117	64,527	61,237	103,570	71,777	1,628,771
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Dépenses d'administration	15,190	65,001	6,500	34,205	8,708	114,296	12,216	7,021	3,315	23,120	6,475	3,111	2,455	4,920	8,250	314,781
Frais généraux	5,991	22,991	-	9,000	10,000	20,300	-	-	2,950	5,200	2,500	-	-	800	2,000	81,732
Consultants	50,000	295,000	50,000	111,048	44,079	449,000	-	9,200	9,200	35,000	-	-	-	-	40,000	1,092,527
Réunions/Conférences	76,100	226,100	-	101,000	-	-	122,156	-	6,500	50,000	9,750	19,000	-	7,000	8,000	625,606
Formation - États et territoires océaniques	10,200	220,000	-	113,000	-	154,219	-	36,400	-	65,000	42,000	2,500	15,500	11,400	-	670,219
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-	47,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	47,000
Assistance dans les pays	-	78,923	25,000	7,000	8,000	180,612	-	15,000	30,000	45,000	10,000	-	9,050	30,000	32,000	470,585
Manifestations spéciales	9,606	10,000	-	-	25,000	15,500	-	9,606	3,500	-	-	9,606	-	-	-	82,818
Financements de projets versés directement aux pays	-	300,000	200,000	-	-	225,000	-	-	-	30,000	-	-	-	-	-	755,000
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	167,087	1,218,015	281,500	375,253	95,787	1,205,927	134,372	77,227	55,465	253,320	70,725	34,217	27,005	54,120	90,250	4,140,268
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	-	100,000	-	1,000	-	-	-	-	1,000	1,000	500	-	-	-	500	104,000
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	100,000	-	1,000	-	-	-	-	1,000	1,000	500	-	-	-	500	104,000
TOTAL GÉNÉRAL	283,981	1,525,938	386,029	482,362	192,686	1,412,896	204,786	125,457	142,166	399,192	210,342	98,744	88,242	157,690	162,527	5,873,039

Résultats :

- 2.1.1 Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le changement climatique appuyées.
- 2.1.2 Adaptation aux effets néfastes du changement climatique appuyée
- 2.1.3 Renforcement de la gouvernance sur le changement climatique appuyé
- 2.1.4 Collecte d'informations techniques sur le changement climatique et accès à ces informations facilités.
- 2.1.5 Capacité d'éducation et de communication renforcée pour appuyer les mesures portant sur le changement climatique.
- 2.1.6 Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre appuyée.
- 2.1.7 Partenariats et coopération visant une meilleure gestion du changement climatique appuyés.
- 2.2.1 Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur la pollution et les déchets appuyées.
- 2.2.2 Gestion des substances dangereuses appuyée
- 2.2.3 Gestion des déchets solides appuyée
- 2.2.4 Gestion de la pollution marine et des déchets appuyée
- 2.3.1 Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le développement durable appuyées.
- 2.3.2 Intégration des questions d'environnement dans les processus décisionnels appuyée.
- 2.3.3 Surveillance, évaluation et rapports sur l'environnement appuyés en vue de leur intégration aux niveaux national et régional.
- 2.3.4 Identification de crédits pour l'environnement et accès à ces crédits appuyés.

DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLÉE POUR 2011 (DOLLARS E.-U.) - Par résultat DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	3.1 Budget prévisionnel	3.2 Budget prévisionnel	3.3 Budget prévisionnel	3.4 Budget prévisionnel	2011 BUDGET PRÉVISIONNEL
I. FRAIS DE PERSONNEL					
Directeur	245,990	-	-	-	245,990
Directeur adjoint	186,480	-	-	-	186,480
Directeur administratif	28,143	28,143	28,143	28,143	112,570
Secrétaire particulière - directeur	20,750	-	-	-	20,750
Secrétaire particulière - directeur adjoint	22,620	-	-	-	22,620
Administrateur de bases de données et de systèmes de gestion	-	68,102	12,018	-	80,120
Directrice financière	-	-	127,730	-	127,730
Responsable du Centre d'information et de documentation	-	72,252	-	-	72,252
Responsable des technologies de l'information	-	126,750	-	-	126,750
Chargé de projet - TI	-	78,770	-	-	78,770
Agent de soutien - Réseau informatique	-	76,070	-	-	76,070
Comptable de projet	-	-	88,220	-	88,220
Adjoint du chargé de l'information et des publications	-	69,720	-	-	69,720
Responsable des RH et de l'administration	-	-	-	101,360	101,360
Conseiller juridique sur l'environnement	11,816	-	-	-	11,816
Administrateur du personnel	-	-	-	21,580	21,580
Agent comptable	-	-	21,580	-	21,580
Bibliothécaire adjoint	-	18,510	-	-	18,510
Préposé au nettoyage	-	-	-	6,120	6,120
Préposé au nettoyage/messager	-	-	-	7,620	7,620
Commis/chauffeur (1)	-	-	-	9,260	9,260
Commis/préposé au nettoyage et au thé	-	-	-	7,620	7,620
Responsable - Conférences et déplacements	-	-	-	18,530	18,530
Chargé des finances (1)	-	-	17,030	-	17,030
Chargé des finances (2)	-	-	14,310	-	14,310
Chargé des finances (3)	-	-	13,650	-	13,650
Responsable des biens immobiliers	-	-	-	16,510	16,510
Jardinier	-	-	-	7,620	7,620
Agent de maintenance	-	-	-	-	-
Réceptionniste	-	-	-	9,260	9,260
Agent de bureau - Service du courrier et des archives	-	-	-	15,120	15,120
Responsable - Service du courrier et des archives	-	3,976	-	15,904	19,880
Heures supplémentaires/formation continue/augmentations	2,140	-	10,700	8,560	21,400
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	517,939	542,293	333,381	273,207	1,666,818
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
Dépenses d'administration	10,000	-	34,000	25,000	69,000
Frais généraux	118,460	78,950	20,500	352,700	570,610
Consultants	-	-	20,000	20,000	40,000
Réunions/Conférences	70,000	15,000	6,000	6,000	97,000
Formation - Etats et territoires océaniques	-	2,500	-	-	2,500
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	-	-	-	-
Manifestations spéciales	53,000	-	-	-	53,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	251,460	96,450	80,500	403,700	832,110
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT					
Dépenses d'investissement	-	16,500	3,000	28,000	47,500
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	16,500	3,000	28,000	47,500
TOTAL GENERAL	769,399	655,243	416,881	704,907	2,546,428

Résultats :
 3.1 Direction générale
 3.2 Information et communication
 3.3 Finances
 3.4 Administration

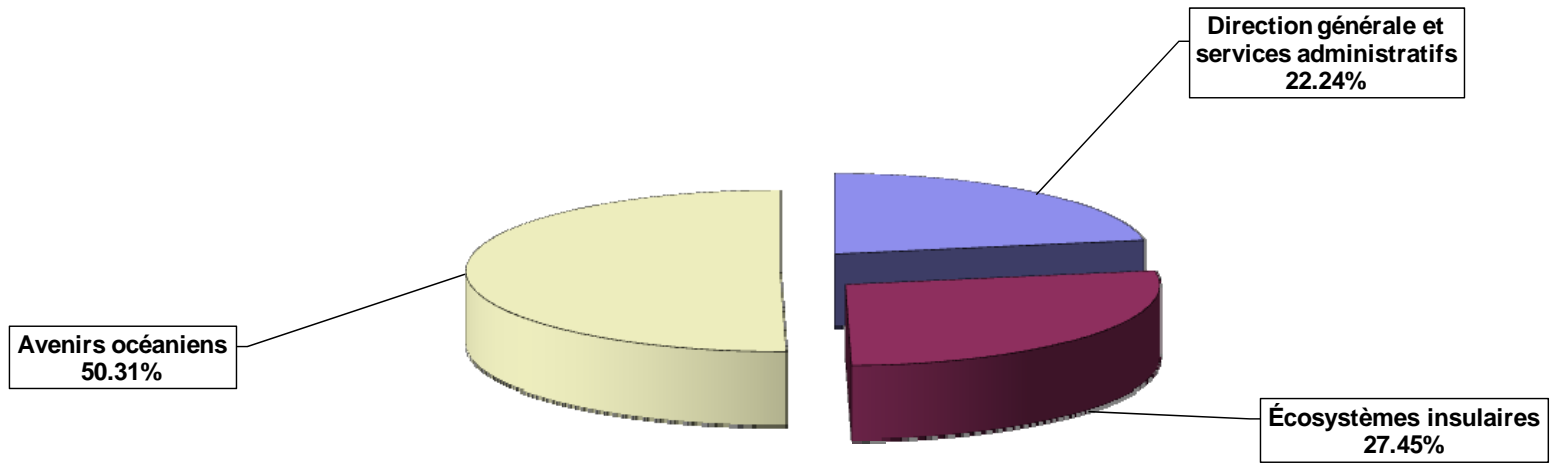
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

H

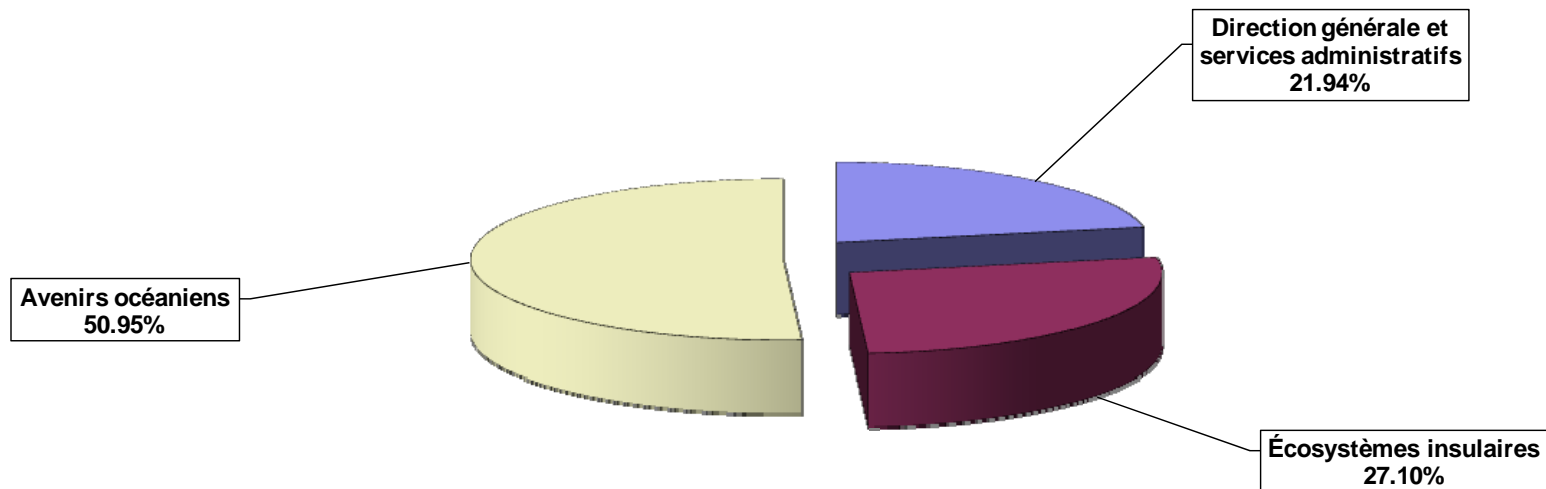
**BUDGET DES SERVICES ADMINISTRATIFS
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2011**

Honoraires des commissaires aux comptes	30,000	
Frais bancaires	4,000	
Acquisitions de capital		
- Matériel de bureau	0	
- Matériel informatique	10,500	
- Équipement	37,000	
- Remplacement des véhicules automobiles	<u>0</u>	47,500
Frais de communication		34,300
Consultants		40,000
Électricité		120,000
Pertes de change		25,000
Location de matériel		1,000
Assurance		93,700
Déplacements officiels		
- Vols	58,500	
- Indemnités journalières	<u>41,000</u>	99,500
Dépenses diverses		6,000
Véhicules automobiles		12,000
Fournitures de bureau		5,500
Réceptions officielles		10,000
Affranchissement et frais de port		12,300
Impression et publications		32,960
Réparations et entretien		
- Bâtiments	15,000	
- Mobilier et matériel de bureau	7,000	
- Entretien des espaces extérieurs	8,000	
- Autre	<u>3,000</u>	33,000
Équipement de sécurité		1,000
Sécurité		27,000
Logiciels		14,500
Conférence du PROE		
- Vols	20,000	
- Indemnités journalières	15,000	
- Traduction et interprétation	105,000	
- Autres dépenses	<u>20,000</u>	160,000
Avantages sociaux		6,000
Perfectionnement du personnel		20,000
Fournitures de bureau		10,200
Cotisations/redevances de licences		14,150
Traduction et interprétation		<u>20,000</u>
Total frais de fonctionnement et d'invest.		<u>\$879,610</u>

Dotation budgétaire pour 2010 par division
(part du budget total)



Dotation budgétaire pour 2011 par division
(part du budget total)



Évolution du budget entre 2002 et 2011

